

CAHIER DU

RETEX



RECHERCHE

L'ARMÉE BRITANNIQUE EN IRLANDE DU NORD 1969-2007



CDEF Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces
DREX Division Recherche
et Retour d'Expérience



FÉVRIER 2015

Les cahiers du RETEX contribuent à la réflexion sur les grandes problématiques qui intéressent aujourd'hui l'armée de Terre française et viennent nourrir les travaux de doctrine.

Ils se déclinent en quatre collections complémentaires :

La collection « **opérations** »

Elle regroupe les synthèses thématiques liées à un théâtre d'opération ou à une fonction opérationnelle, ainsi que les recueils d'enseignement tactiques au format poche.

La collection « **exercices** »

Elle publie les rapports d'analyse après action (3A) des exercices de niveau corps à brigade.

La collection « **recherche** »

Elle publie des travaux à caractère historique ou exploratoire qui visent à éclairer une problématique particulière de l'emploi des forces. Ils suivent le plus souvent une méthodologie de recherche universitaire. Confiés à des officiers de réserve ou des stagiaires, ils ne constituent pas un document officiel.

La collection « **rapports** »

Elle publie des études notamment celles menées à partir de témoignages de chefs en opérations suivant la technique de l'interview d'autorité.

Illustration de couverture :

2001 - Irlande du Nord, Belfast, Ardoyne Road

(Crédits : Main@ Crown Copyright)

L'Armée britannique en Irlande du Nord

(1969-2007)

GÉNÉRALITÉS SUR LE RETEX DE L'ARMÉE DE TERRE

Sous pilotage de l'EMAT, le CDEF coordonne le retour d'expérience de l'armée de Terre.

Les enseignements développés dans ce cahier sont directement tirés de l'analyse du RETEX assurée par le CDEF à partir des comptes rendus de fin de mission.

Son but est de mettre à disposition des cadres du RETEX directement exploitable par les forces, en complément de la doctrine d'emploi tactique des unités en vigueur.

L'envoi systématique au CDEF de tous les CRFM est donc une nécessité pour qu'ils soient analysés et que des mesures pratiques en découlent, notamment leur large diffusion.

Ce RETEX est mis en ligne sur le site du CDEF dans la rubrique CDEF/RETEX, cahiers du RETEX, collection Recherche.

Étude réalisée par Marine LAINÉ,

Chercheur-stagiaire au Centre de Doctrine d'emploi des Forces en 2013,

sous la direction du colonel Michel GOYA et de Mme Julie d'ANDURAIN

CDEF/DREX/B. RECH - 1 place Joffre - 75 007 PARIS

Pnia : 821 753 81 65 - Tél. : 01 44 42 81 65 -

Fax : 01 44 42 42 66 - www.cdef.terre.defense.gouv.fr

Courriel : julie.d-andurain@intradef.gouv.fr

RÉSUMÉ

L'opération *Banner* (1969-2007) est un modèle d'engagement en milieu urbain face à un adversaire multiforme opérant au milieu des populations, ce que les Anglo-Saxons appellent le *Contemporary Operating Environment*. À la confluence des opérations de contre-rébellion et de sécurité intérieure, cette opération apporte un éclairage particulier sur les problématiques inhérentes à ce genre d'engagements et présente les solutions apportées par les forces armées britanniques.

A partir d'avril 1969, après l'échec des tentatives de réformes libérales du gouvernement O'Neill sapées par l'intransigeance de l'aile dure des Unionistes, les organisations catholiques se sont détournées des solutions politiques classiques jugées vaines. **Il a suffi de deux ans pour passer d'une situation de violences sporadiques et inorganisées à une guérilla urbaine, fruit d'une perte de légitimité de la police** (*La Royal Ulster Constabulary*, RUC) qui n'a d'autre choix que de faire appel à l'armée britannique. Celle-ci s'engage sur son image de discipline, d'impartialité et de capacité à maîtriser la force mais elle est mal préparée au maintien de l'ordre.

Placée en première ligne sur le théâtre nord-irlandais, l'armée britannique va réussir à s'adapter à la radicalisation d'adversaires qui utilisent à partir de 1972 des méthodes terroristes et de guérilla. Elle met en place avec succès une stratégie *ad hoc* de contre-insurrection (1973-1998) dont certains principes seront repris lors des guerres contre-insurrectionnelles des années 2000. Mais l'absence de clarté et de soutien dans la classe politique va la faire devenir la cible des violences et la faire rentrer dans un conflit de longue haleine que les Britanniques appelleront « *the Long War* ».

L'effort de l'armée britannique fut très conséquent : pour parvenir à simplement « maintenir la violence à un niveau acceptable » dans une population de 700 000 habitants, il a fallu déployer pendant trente ans un militaire ou un policier pour trois catholiques en âge de se battre, accepter de perdre l'équivalent d'une brigade en tués et blessés et plus encore en « pertes indirectes » (chute du recrutement notamment), voir son image se dégrader et perdre de nombreuses compétences tactiques en matière de guerre de haute-intensité.

L'armée de terre britannique a joué un rôle déterminant pour favoriser l'émergence d'une solution mais ce sont bien les choix politiques qui ont été décisifs pour avancer vers le processus de paix. Au début des années 90, la lassitude des populations et des protagonistes a permis d'initier la recherche de solutions politiques chez tous les protagonistes (amorces de négociations secrètes, internes aux mouvements catholiques d'abord, puis étendues aux loyalistes). C'est aussi l'époque où l'armée opte pour un changement de discours : le conflit nord-irlandais n'est plus traité comme un conflit idéologique mais comme un conflit intercommunautaire, au moment où les nations européennes sont engagées dans des missions d'interposition en ex-Yougoslavie. Dix ans de négociations permettent la signature le 10 avril 1998, du *Good Friday Agreement* approuvé par référendum simultané en Ulster et en Eire et qui ouvre la voie d'une normalisation. En 2005, les effectifs militaires britanniques déployés en Irlande du Nord sont réduits à 5 000 hommes (contre 30 000 au plus fort des troubles). Depuis l'été 2007, l'armée de terre n'a plus aucun rôle en matière de maintien de l'ordre.

SOMMAIRE

| | | | |
|---|-----------|--|-----------|
| LISTE DES ACRONYMES | 9 | 2.2 Une intervention au caractère ambigu | 23 |
| INTRODUCTION | 11 | 2.2.1 Une armée mal préparée à une mission de maintien de l'ordre | 23 |
| CHAPITRE 1 - Les origines des <i>Troubles</i> : des violences sporadiques à la guérilla urbaine (1969) | 13 | 2.2.2 L'absence d'une ligne politique claire : l'armée fait-elle réellement respecter la légalité ? | 24 |
| 1.1 Les origines d'un conflit multi-acteurs | 13 | 2.3 Des actions controversées : l'Opération <i>Demetrius</i> et la place extraordinaire donnée à l'UDR | 25 |
| 1.1.1 Les protagonistes des <i>Troubles</i> | 13 | 2.3.1 La conséquence du Rapport Cameron : la création de l' <i>Ulster Defence Regiment</i> | 25 |
| 1.1.2 L'élément déclencheur de la contestation : la communauté catholique victime d'une situation socio-économique critique | 16 | 2.3.2 L'opération <i>Demetrius</i> , introduction d'une politique de détention sans jugement (<i>internment</i>) : le renforcement du sentiment d'occupation néo-coloniale | 26 |
| 1.2 Le détournement de la population catholique des solutions politiques conventionnelles | 16 | CHAPITRE 3 - Le face à face avec la PIRA (1972-1994) | 29 |
| 1.2.1 Les balbutiements de la campagne pour les droits civiques | 16 | 3.1 La fin de la « lune de miel » | 29 |
| 1.2.2 La multiplication des marches et contre-marches : l'émergence d'un mouvement de masse au service d'une tactique d'occupation de l'espace public | 17 | 3.1.1 L'établissement de la <i>Direct Rule</i> : l'armée devient une cible « légitime » | 29 |
| 1.3 Du désordre public à la guérilla urbaine | 18 | 3.1.2 <i>L'Irish Republican Army</i> renaît de ses cendres | 30 |
| 1.3.1 La bataille du Bogside | 18 | 3.2 Le glissement vers l'organisation terroriste | 31 |
| 1.3.2 Une police délégitimée | 19 | 3.2.1 L'organisation initiale de la PIRA | 31 |
| CHAPITRE 2 - Maintenir l'ordre : les débuts de l'opération <i>Banner</i> (1969-1972) | 21 | 3.2.2 Une nouvelle structure à partir de la fin des années 1970 : l'organisation terroriste | 32 |
| 2.1 Le cadre de l'engagement de l'armée britannique sur le théâtre nord-irlandais | 21 | 3.3 La stratégie développée par la PIRA | 33 |
| 2.1.1 Un cadre légal d'intervention | 22 | 3.3.1 Les différentes phases stratégiques et tactiques de la PIRA | 33 |
| 2.1.2 Les trois missions mises en place par le <i>Ministry Of Defence</i> (MOD) | 22 | 3.3.2 Armes et soutiens étrangers | 36 |

| | | | |
|--|-----------|---|-----------|
| CHAPITRE 4 - La réponse de l'armée britannique : Une opération de contre-insurrection (1973-1998) | 39 | 5.3 Effets du retour d'expérience ou de l'adaptation face à un ennemi fluide et évolutif sur l'armée britannique | 57 |
| 4.1 La recherche d'une « solution militaire » efficace (1973-1976) | 39 | 5.3.1 La conduite du retour d'expérience (RETEX) | 57 |
| 4.1.1 L'opération <i>Motorman</i> : d'une mission de maintien de l'ordre à la contre-insurrection | 39 | 5.3.2 L'adaptation du processus de formation de l'armée britannique | 58 |
| 4.1.2 Une stratégie militaire complexe à définir | 40 | CHAPITRE 6 - La fin d'un théâtre d'opération après 38 ans d'opérations | 61 |
| 4.2 Un système de renseignement renforcé et efficace | 41 | 6.1 De la « normalisation » de la situation dans les années 1990 à la signature du <i>Good Friday Agreement</i> | 61 |
| 4.2.1 L'application d'une stratégie de « renseignement de bas niveau » (<i>low grade intelligence</i>) | 42 | 6.1.1 L'amorce des négociations secrètes : une solution inter-communautaire | 61 |
| 4.2.2 Les unités spécialisées et les opérations spéciales | 43 | 6.1.2 Une voie politique possible : la signature du <i>Good Friday Agreement</i> | 62 |
| 4.3 La bataille pour gagner « le cœur et les esprits » | 44 | 6.2 Vers une paix stable et durable ? | 64 |
| 4.3.1 L'action psychologique | 45 | 6.2.1 Le désengagement des troupes britanniques d'Irlande du Nord en 2007 | 64 |
| 4.3.2 Le retour de la police au premier plan : le processus d'« Ulstérisation » 1976-1998 | 46 | 6.2.2 La situation actuelle de la province | 64 |
| CHAPITRE 5 - <i>The Long War</i> (1969-1998) | 49 | CONCLUSION | 67 |
| 5.1 Organisation et déploiement de l'armée régulière | 49 | ANNEXES : les enseignements de l'opération <i>Banner</i> | 69 |
| 5.1.1 Le déploiement de l'armée régulière sur le théâtre nord-irlandais | 49 | BIBLIOGRAPHIE | 71 |
| 5.1.2 L'armée de terre sous tension | 50 | | |
| 5.2 La conduite tactique des opérations sur le théâtre nord-irlandais : contrer une rébellion fluide et évolutive par l'emploi d'un large panel de moyens | 51 | | |
| 5.2.1 Opérations terrestres : contre-insurrection, contre-terrorisme et maintien de l'ordre | 51 | | |
| 5.2.2 Les autres opérations et l'environnement électromagnétique | 55 | | |

LISTE DES ACRONYMES

- AOR:** *Areas of Responsibility*
- ASU:** *Active Service Units*
- CIRA:** *Continuity Irish republican Army*
- FRU:** *Force Reasearch Unit*
- INLA:** *Irish National Liberation Army*
- IRA:** *Irish Republican Army*
- MACP:** *Military Aid to the Civil Power*
- MOD:** *Ministry Of Defence*
- NICRA:** *Northern Ireland Civil Rights Association*
- NIO:** *Northern Ireland Office*
- NIRTT:** *Northern Ireland Reinforcement Training Team*
- NITAT:** *Northern Ireland Training Advisory Team*
- OIRA:** *Official Irish Republican Army*
- OPTAG:** *Operational Training Advisory Group*
- PIRA:** *Provisional Irish Republican Army*
- REST:** *Royal Engineer Search Teams*
- RETEX:** *Retour d'expérience*
- RIRA:** *Real Irish Republican Army*
- RUC:** *Royal Ulster Constabulary*
- SAS:** *Special Air Service*
- SDLP:** *Social Democratic and Labour Party*
- UDA:** *Ulster Defence Association*
- UDR:** *Ulster Defence Regiment*
- UVF:** *Ulster Volunteer Forces*

INTRODUCTION

Le conflit nord-irlandais trouve ses origines lors de la première occupation britannique de l'Irlande sous le règne d'Henry II en 1169. Dès 1175, sous la dynastie des Tudor, des colons anglais et écossais s'installent en Irlande. En 1652, le *Cromwellian Settlement* réquisitionne les trois quarts des terres irlandaises pour les Anglais. En 1690, la bataille de la Boyne près de Dublin symbolise la domination protestante sur les premiers insurgés catholiques. Après la création du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande en 1801, des mouvements nationalistes irlandais apparaissent. Toutefois, ce n'est qu'au début du XX^e et après de nombreux épisodes sanglants que la couronne britannique consent à laisser une certaine autonomie à l'Irlande en acceptant le *Home Rule*¹. Cela ne parvient pourtant à calmer les mouvements nationalistes et républicains les plus radicaux. Grâce à l'action politique du *Sinn Fein*², la branche politique de l'*Irish Republican Army* (IRA), l'indépendance de la République d'Irlande est proclamée le 21 Janvier 1919. En signant le traité anglo-irlandais actant l'indépendance de l'île, Michael Collins concède de céder l'Irlande du Nord au Royaume-Uni. Cette partition de l'Irlande envenime les relations anglo-irlandaises au moins jusqu'à la fin du XX^e siècle. Celle-ci constitue une véritable mutilation de la nation aux yeux des républicains, dont la responsabilité est pleinement attribuée à Londres³.

L'Irlande du Nord vit depuis 1921 sous un régime particulier. Si celui-ci lui assure une

certaine autonomie politique, il a néanmoins très rapidement abouti à la prise de contrôle de toutes les institutions politiques et économiques du pays par la majorité protestante, au détriment d'une forte minorité catholique. Le conflit nord-irlandais qui embrase la province en 1969, aussi appelé *Troubles*, éclate ainsi à la faveur d'un climat social dégradé. Il est complexe à définir et est identifié par plusieurs de ses acteurs soit comme une guerre, un conflit ethnique, une guérilla ou encore une guerre civile. Les groupes paramilitaires républicains, notamment la *Provisional Irish Republican Army* (PIRA), sont considérés par les forces de sécurité britanniques comme des terroristes quand leurs partisans voient leur action comme étant une révolution, une insurrection ou encore comme une résistance militaire à l'« occupation » et à l'impérialisme britannique.

L'opération *Banner* est le nom donné à l'opération des forces armées britanniques engagées dans le maintien de l'ordre en Irlande du Nord de 1969 à 2007. Officiellement achevée en 2007, elle a duré près de 38 ans et a fait 4 000 morts (au titre des bilans des affrontements), dont 697 soldats dans les rangs britanniques, soit davantage que les combats des Malouines, de la guerre du Golfe, des Balkans et de l'Irak réunis. Entre 1969 et 2007, plus de 300 000 soldats britanniques ont été déployés en Irlande du Nord et jusqu'à 28 000 soldats sont présents sur le théâtre d'opération au plus fort des « événements ».

1 Le *Home Rule* est un projet visant à donner une autonomie interne à l'Irlande, tout en restant sous la tutelle de la Couronne britannique.

2 Le *Sinn Fein*, né en 1902, signifie « we ourselves » en anglais, « nous-mêmes » en français.

3 Christophe Gillissen, *Une relation unique, les relations irlando-britanniques de 1921 à 2001*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2005, p. 3.

Pour parvenir à « maintenir la violence à un niveau acceptable » sur un territoire comptant 700 000 catholiques, il a fallu déployer pendant trente ans un militaire ou un policier pour trois catholiques en âge de combattre. Les forces armées ont affronté, selon les périodes, entre 300 et 3 000 insurgés impliqués de près ou de loin dans les activités des deux principales organisations, l'*Official Irish Republican Army* et la *Provisional Irish Republican Army* ⁴.

L'objectif de cette étude est de tirer les enseignements de cette intervention militaire réalisée au profit de la sécurité intérieure, en mettant notamment l'accent sur la dimension intergouvernementale et interministérielle de ce type de conflit au milieu des populations. Les six chapitres analysent l'évolution historique et stratégique de l'opération *Banner*.

⁴ L'*Irish Republican Army* (IRA) se divise en 1969 en deux : d'un côté la *Provisional Irish Army* (PIRA), de l'autre l'*Official Irish Republican Army* (OIRA). Le *Sinn Fein* se présente lui, comme l'organisation politique de la PIRA.

CHAPITRE 1

LES ORIGINES DES *TROUBLES* : DES VIOLENCES SPORADIQUES À LA GUÉRILLA URBAINE (1969)

1.1 Les origines d'un conflit multi-acteurs

L'Irlande du Nord est divisée en six comtés, ruraux pour la plupart et deux agglomérations, Belfast et Derry/Londonderry⁵. D'une superficie de 80 miles du Nord au Sud et de 120 de l'Est à l'Ouest, la province d'Ulster compte 1,8 million d'habitants en 1969. À cette époque, la population catholique compte 700 000 hommes, soit 40 % de la population totale.

1.1.1 Les protagonistes des *Troubles*

Au cours des *Troubles*, un certain nombre d'acteurs sont impliqués. Il semble essentiel de revenir sur les principaux groupes actifs au début du conflit afin de mieux comprendre les enjeux multiples et la complexité du conflit nord-irlandais.

Les termes « catholiques » et « protestants » sont rarement utilisés de manière pertinente lorsqu'il s'agit d'évoquer le conflit entre les deux communautés d'Irlande du Nord. En effet, si la religion a été un identificateur, un label, au cours des hostilités, il n'en demeure pas moins que le cas nord-irlandais est un conflit aux dimensions plutôt sociales, ethniques, culturelles et politiques que simplement religieuses.

Le terme « nationaliste » fait référence à une partie de la population d'Irlande du Nord s'identifiant comme appartenant à la population irlandaise dans son ensemble. Presque tous descendants des premiers habitants de l'île, ils sont pour la plupart catholiques et « républicains ». La grande majorité d'entre eux désire voir l'Irlande du Nord réunie à la République d'Irlande.

Si la population civile se trouve très largement impliquée dans la contestation, les véritables affrontements n'engagent, du côté catholique, que l'*Irish Republican Army*. Cette organisation paramilitaire succède en 1919 aux *Irish Volunteers*, une organisation nationaliste militante fondée en 1913. Profitant d'une conjoncture sécuritaire favorable pendant la Première Guerre mondiale, le mouvement de libération irlandais émerge et se développe rapidement. L'objectif premier de l'IRA était de mettre fin à la *British Rule* (l'administration britannique) par l'usage de la force afin d'aboutir à terme à la proclamation d'une République irlandaise indépendante. Cet objectif plus large est poursuivi au niveau politique par le *Sinn Fein*, la branche politique de l'IRA. Sous le commandement de Michael Collins, l'IRA joue un rôle déterminant entre 1919 et 1921, pendant la guerre anglo-irlandaise (*Irish War of Independence*), au cours de laquelle elle met en place des tactiques de guérilla (sabotages, embuscades, raids) afin de forcer le gouvernement britannique à

⁵ Cette ville est appelée Derry par la communauté catholique et Londonderry par la communauté protestante.

négocier. Ils arrivent à leurs fins en 1921 avec l'établissement de l'*Irish Free State* et la partition de l'Irlande. La lutte des Irlandais pour l'indépendance a beaucoup marqué les esprits parce qu'elle a été obtenue par un rapport de forces et non par jeu de négociations⁶. Toutefois l'Irlande reste divisée, l'Irlande du Nord étant toujours sous domination britannique. La lutte se resserre autour de cette province conservée par la Couronne. Si celle-ci est contenue pendant 40 ans, le mouvement républicain ne meurt pas pour autant. En 1969, à l'éclatement des *Troubles*, il compte environ 120 activistes pour 700 000 catholiques. Au cours des premiers mois des *Troubles*, de nombreux jeunes hommes catholiques au chômage sont séduits par l'IRA et souhaitent que l'organisation se modernise et développe un mode d'action direct⁷. Dans les années 1970 l'organisation paramilitaire aurait été en contact avec deux à trois mille sympathisants. Sans idéologie véritable, l'IRA comme le Sinn Fein se bornent à l'expression d'un nationalisme à fleur de peau ; ils cherchent surtout à capitaliser et à récupérer le mouvement des droits civiques qui lutte avant tout contre l'injustice et la ségrégation dans la société nord-irlandaise. D'autres organisations républicaines se créent, comme l'*Irish National Liberation Army* (INLA), mais sont moins importantes et moins bien équipées que l'IRA. Toutefois, s'organisant autour d'un petit nombre d'individus, elles constituent du fait de leur instabilité une menace importante.

Le terme « unioniste » fait, quant à lui, référence à la partie de la population nord-irlandaise qui souhaite que l'Irlande du Nord reste une province britannique à part entière. Les unionistes sont le plus souvent des descendants des colons écossais ou anglais et sont pratiquement tous de confession

protestante. « Le véritable orangiste, profondément loyal à la couronne d'Angleterre, profondément protestant, doit défendre [le] système constitutionnel qui protège la religion protestante et préserve l'Union avec la Grande-Bretagne. La frontière constitue un rempart qui protège sa foi et sa liberté politique, sous le drapeau de l'Union Jack, comme le firent en 1960 les murs de Londonderry⁸ ».

Le terme « loyaliste » est généralement utilisé afin de décrire les organisations paramilitaires adhérant aux idées unionistes. En réaction à l'IRA, les unionistes décident de former leurs propres groupes paramilitaires. Le but affiché est la lutte contre les républicains et pour le maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni. La plus importante en nombre est l'*Ulster Defence Association* (UDA) qui à l'origine était une association de groupes locaux d'autodéfense formée en 1971. Au plus fort des *Troubles*, l'UDA compte plus de 2 000 membres. Néanmoins, les unionistes se dotent d'organisations paramilitaires plus radicales, comme les *Ulster Volunteer Forces* (UVF). Cette organisation fondée en 1966 pouvant être qualifiée de « terroriste » compte plus de 1 000 membres. Les UVF sont tenus responsables de 458 assassinats entre 1966 et 2002. Ces deux organisations paramilitaires sont impliquées dans des actes de racket, d'extorsions de fonds ainsi que dans d'autres formes de crimes. Le mouvement loyaliste n'a que rarement pris pour cible les forces de police sauf en cas de réaction à des décisions politiques impopulaires au sein de la communauté protestante.

6 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure : Royaume-Uni, Irlande du Nord », *Culture et Conflits*, 56, Hiver 2004, p. 11-34, p. 4.

7 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner. An Analysis of Military Operations in Northern Ireland*, Londres, prepared under the direction of the Chief of General Staff, July 2006.

8 Christian Casteran, *Guerre civile en Irlande*, En direct, Mercure de France, 19 août 1970.

Catholiques et protestants en % de la population déclarant une religion - Recensement de 2001-

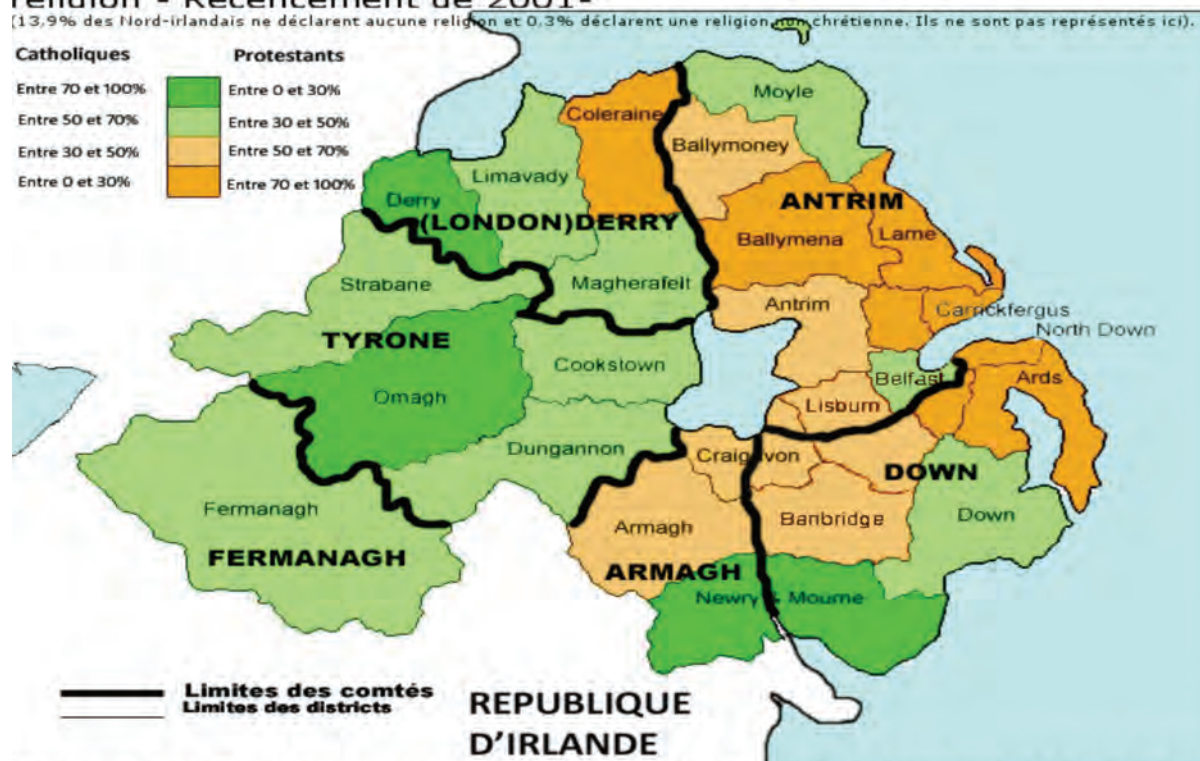


Illustration 1: Carte des communautés d'Irlande du Nord en 2001 – source : Irlande du nord – recensement de 2001, carte de Christophe Cagé, sous licence Creative Commons

Enfin, le conflit nord-irlandais a vu l'implication de différentes forces de sécurité officielles telles que la police, les forces armées britanniques et les services de renseignement. Après la partition de l'Irlande, la sécurité intérieure de la « nouvelle » province d'Ulster a été laissée entre les mains de la *Royal Ulster Constabulary* – la RUC – et de sa réserve, les *B-specials*. La RUC a été créée en 1922 et constitue la principale force de police d'Irlande du Nord. En 1969, elle compte 3 000 hommes et une petite réserve de 8 pelotons de 30 hommes. Considérée comme peu représentative de la population, elle est souvent perçue comme étant davantage la police d'un régime et d'une seule des deux communautés cohabitant en Irlande du Nord. Les forces armées britanniques interviennent sur le théâtre nord-irlandais en 1969 mais leurs

effectifs sont rapidement réduits du fait de la création en 1970 de l'*Ulster Defence Regiment (UDR)* au recrutement essentiellement local. Aussi, de nombreux services de renseignement et forces spéciales britanniques sont actifs tout au long des *Troubles*, comme les MI5 et MI6, le *Defence Intelligence Staff* ou encore les *Special Military Units*. En 1970, le *Special Air Service (SAS)* intervient en Irlande du Nord (même si officiellement il n'y est envoyé qu'en 1976) pour y mener des opérations de déstabilisation et d'intoxication.

Ainsi, la société nord-irlandaise apparaît hétérogène et extrêmement divisée. La complexité du conflit se situe en grande partie dans la dimension multi-acteurs de ce dernier.

1.1.2 L'élément déclencheur de la contestation : la communauté catholique victime d'une situation socio-économique critique

Lorsque les violences éclatent en Irlande du Nord en 1969, la minorité catholique est soumise [par le Government of Ireland Act depuis 1920] « au bon vouloir d'une majorité unioniste décidée à se maintenir au pouvoir coûte que coûte, fût-ce au prix d'une discrimination politique et économique »⁹. En 1948, l'Irlande du Nord se dote de sa propre constitution et le gouvernement de Stormont – du nom du siège principal du gouvernement, le palais de Stormont à Belfast – acquiert une nouvelle légitimité¹⁰. Si l'Irlande du Nord se voit assurer une certaine autonomie politique, ce régime particulier aboutit rapidement à une prise de contrôle de toutes les institutions politiques et économiques de la province par la majorité protestante. Les unionistes obtiennent 40 des 52 sièges de l'Assemblée et institutionnalisent ainsi leur position de leader. À Derry/Londonderry 19 000 protestants contrôlent 12 bureaux de vote contre 4 pour les 36 000 catholiques¹¹. En 1969, 57 des 68 conseils municipaux sont à majorité unioniste.

Dans les années 1960, la discrimination de la population catholique croît et s'institutionnalise. La pratique législative est discriminante. La distribution des logements sociaux est confiée aux conseils locaux, la population protestante en tire, ainsi, davantage profit. L'accès au logement est donc compliqué pour la population catholique, 33 000 des 36 000 catholiques vivent entassés dans les quartiers de Bogside et de Creggan à Derry/Londonderry. Par ailleurs, cette communauté est fortement touchée par le chômage. A cette époque, Derry/Londonderry est la ville la plus

pauvre du Royaume Uni souffrant du taux de chômage le plus élevé du pays. En effet, les industries traditionnelles de la région telles que l'industrie textile et la construction navale sont en perte de vitesse depuis 1945. En 1960, les enclaves catholiques de Derry/Londonderry et de Belfast sont largement défavorisées. La majorité des employeurs étant protestants, la discrimination à l'embauche est donc monnaie courante. Les catholiques sont mal perçus par la majorité protestante, considérés comme déloyaux à la couronne et donc indignes de confiance. Cette discrimination est également visible dans l'administration¹², notamment au sein de la police, la RUC qui devait à l'origine compter un tiers de catholiques et n'en emploie que 10 % dans les années 1960. Face aux inégalités et à la ségrégation croissante, la minorité catholique réclame une réforme sociale. Le contexte socio-économique critique est propice à l'éclatement des *Troubles*.

1.2 Le détournement de la population catholique des solutions politiques conventionnelles

1.2.1 Les balbutiements de la campagne pour les droits civiques

Au milieu des années 1960, la population catholique entame une campagne pour les droits afin de lutter pour l'égalité civique. Le mouvement est principalement mené par des libéraux et travaillistes catholiques mais aussi par quelques protestants. En 1963, lorsque Terence O'Neil arrive à la tête du gouvernement nord-irlandais et propose des réformes libérales, l'espoir renaît du côté catholique. Toutefois, ses ambitions se trouvent contrariées par l'aile dure

⁹ Christophe Gillissen, *Une relation unique, les relations irlando-britanniques de 1921 à 2001*, op.cit.

¹⁰ Créé en 1921 suite à la partition de l'Irlande.

¹¹ Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner*, op.cit.

¹² En 1959, seuls 6 % des fonctionnaires sont catholiques. J. Guiffan, *La question d'Irlande*, Bruxelles, Complexe, 2006.

des unionistes qui fait barrage. Loin de vouloir renoncer, la communauté catholique continue la lutte en fondant en 1964 la *Campaign for Social Justice*. Les techniques utilisées par ce mouvement sont celles d'un groupe de pression traditionnel. Des lettres sont adressées aux membres de la Chambre des Communes du Royaume-Uni et des pamphlets sont publiés. Ils dénoncent les discriminations subies par la communauté catholique ainsi que les pratiques électorales jugées inégalitaires puisque favorisant la communauté protestante¹³.

1.2.2 La multiplication des marches et contre-marches : l'émergence d'un mouvement de masse au service d'une tactique d'occupation de l'espace public

La population catholique est, par ailleurs, largement encouragée et fortement influencée par le mouvement de lutte pour les droits civiques actif dans les mêmes années aux États-Unis. La *Northern Ireland Civil Rights Association* (NICRA) est créée en 1967 et prend l'initiative en 1968 d'organiser des manifestations publiques. La décision de mener des marches publiques pour défendre les droits civiques est directement liée à l'inaction du gouvernement britannique ainsi que celle du gouvernement Stormont. Le mouvement pour les droits civiques devient peu à peu un mouvement de masse à mesure que ces manifestations publiques s'amplifient.

Les premières manifestations se déroulent pacifiquement, même si leur tenue est dénoncée par les loyalistes¹⁴. Les six premières semaines de contestation, entre octobre et novembre

1968, se tiennent essentiellement à Derry/Londonderry où des milliers de catholiques descendent manifester dans les rues. Sur le plan tactique, les hostilités débutent par une dynamique de marches et de contremarches. Le 5 octobre 1968, une marche organisée à Derry/Londonderry par la communauté catholique est interdite par les autorités nord-irlandaises. Plus de 400 catholiques prennent toutefois la décision de maintenir le défilé et se heurtent à une contremarche loyaliste de l'Ordre d'Orange. Les forces de police de la *Royal Ulster Constabulary*, dépassées par la situation, utilisent des bâtons afin de stopper les manifestants et de dissiper la foule. Cet événement a été largement médiatisé¹⁵ et le comportement violent des forces de police envers les manifestants a déchaîné l'opinion nationaliste. Ainsi, la marche suivante empruntant le même parcours a attiré plus de 10 000 catholiques¹⁶. Les manifestants exercent ainsi une pression croissante sur le gouvernement. La campagne de lutte pour l'égalité civique doit son succès à la couverture médiatique dont elle a joui et dont elle a su tirer profit. Elle a su attirer l'attention de l'extérieur et a ainsi pu influencer sur le gouvernement nord-irlandais ainsi que sur Westminster et Dublin¹⁷. Toutefois, la province connaît une véritable escalade de la violence les mois suivants. En janvier 1969, une marche nationaliste est prise en embuscade par des loyalistes sur Burntolt Bridge. La RUC n'étant pas préparée à cela, 87 personnes sont blessées et hospitalisées.

À partir d'avril 1969, au regard de l'échec des tentatives de réformes libérales du gouvernement de Terence O'Neil, les organisations catholiques se détournent définitivement des solutions politiques conventionnelles jugées vaines et adoptent de nouvelles méthodes pour faire entendre leurs revendications. Les manifestations

13 Niall Ó Dochartaigh, *From Civil Rights to Armalites: Derry and the Birth of the Irish Troubles*, Cork University Press, 1997, p. 19.

14 Les loyalistes perçoivent le mouvement initié par la NICRA comme un écran de fumée masquant le véritable but des Républicains, à savoir, la construction d'une Irlande unie.

15 L'événement est alors filmé entièrement.

16 Brian Barton, *A Pocket History of Ulster*, Dublin, The O'Brien Press, 1996, p. 129.

17 Niall Ó Dochartaigh, *From Civil Rights to Armalites*, *op. cit.*, p. 19.

se multiplient et se heurtent de plus en plus violemment à des contremarches loyalistes. La NICRA est de plus en plus associée aux républicains extrêmes tandis que les forces de police de la RUC sont perçues comme étant toujours proches de la cause loyaliste, ceci étant particulièrement vrai de sa force de réserve, les *B-specials*.

La « fracture sociale » a ainsi joué un rôle majeur dans le déclenchement de la crise. Les signes de discrimination et de carence étaient évidents sans que rien ne soit entrepris pour y remédier. Dès lors, les catholiques utilisent les marches comme vecteur de leurs revendications mais surtout comme moyen d'occupation de l'espace public nord-irlandais. Les affrontements débutent donc sur fond de maîtrise de l'espace urbain.

1.3 Du désordre public à la guérilla urbaine

1.3.1 La bataille du Bogside

Au cours de l'été 1969 Derry/Londonderry connaît une recrudescence d'épisodes violents. Les mois de juillet et août marquent traditionnellement la saison des défilés loyalistes en Irlande du Nord. Le défilé des « *Apprentice boys* » mené par l'Ordre d'Orange devait, comme à l'habitude, se dérouler le 12 août 1969 afin de célébrer la bataille de la Boyne¹⁸. Si les autorités nord-irlandaises se posent la question d'interdire cette manifestation en raison de la situation tendue entre les deux communautés, elles l'autorisent finalement afin d'éviter tout conflit d'intérêt avec les loyalistes. Aucun représentant du gouvernement de Stormont n'ayant été dans

les quartiers de Bogside et Creggan depuis des mois, cette décision a été prise dans l'ignorance complète de ce que pourrait être la réaction catholique. Aussi, à la surprise des politiciens, le défilé se heurte à une violente manifestation nationaliste. Près de la moitié des forces de police de la RUC de la province a été mobilisée afin de maintenir l'ordre entre plus de 15 000 loyalistes et plusieurs milliers de manifestants nationalistes¹⁹. Lorsque les « *Apprentice boys* » arrivent à la jonction de Waterloo Place et William Street, ils sont raillés par des centaines de catholiques du quartier de Bogside. Les deux camps entrent alors en contact, les heurts éclatent par des jets de pierres et de briques. La RUC se trouve totalement submergée par le niveau de violence et dépassée par l'intensité des affrontements. Des bombes (*petrol bombs*) explosent, faisant les toutes premières victimes du conflit. Les nationalistes érigent des barricades dans les rues afin de se tenir hors de portée des loyalistes. Lorsque les policiers de la RUC parviennent à entrer dans le quartier de Bogside, ils sont suivis par une centaine de loyalistes armés de pierres, briques et cocktails Molotov²⁰.

La bataille du Bogside dure plusieurs jours, fait une dizaine de morts et cent cinquante blessés parmi la population civile et une centaine d'habitations catholiques sont incendiées. La vague de violence s'étend alors à toute la ville avant d'embraser la province toute entière, notamment Belfast, la capitale. *The Falls*²¹ à Belfast et les quartiers de Bogside et de Creggan à Derry/Londonderry deviennent rapidement des « *no go areas* » (zones de non-droit) pour les protestants. Les catholiques cherchent ainsi à garder sous leur contrôle certaines rues afin de maîtriser l'espace public nord-irlandais.

18 La bataille de la Boyne se déroule en 1690 entre deux rivaux aux trônes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, le catholique Jacques II d'Angleterre et le protestant Guillaume III plus connu sous le nom de Guillaume d'Orange qui a déposé Jacques II lors de la Glorieuse Révolution de 1688. Remportée par Guillaume d'Orange, la bataille est devenue le symbole de la suprématie protestante sur les catholiques.

19 Ministry of Defence, Army Code 71842, Operation Banner, op. cit.

20 Nick Van Der Bijl, Operation Banner, the British army in Northern Ireland 1969-2007, Pen and Swords military, 2007, p. 18.

21 The Falls est le nom donné au quartier catholique de Belfast.

1.3.2 Une police délégitimée

En Irlande du Nord, il a ainsi suffi de deux ans pour passer d'une situation de violences sporadiques et inorganisées à une véritable guérilla urbaine. Cette rapide montée aux extrêmes s'explique par l'intensité des affrontements inter-communautaires mais surtout par la perte de légitimité de la police. Devant la violence des affrontements, la RUC se déclare incapable de dominer la situation et demande l'assistance de l'Armée, étant donné l'absence, dans le système de maintien de l'ordre du Royaume-Uni, de toute force « intermédiaire ». La *Royal Ulster Constabulary* et les *B-specials* doivent assumer une importante responsabilité dans les événements de 1969. La RUC a, en effet, fait preuve de nombreuses fois d'une absence complète de discernement comme lors de l'emploi de véhicules blindés armés de mitrailleuses dans les rues de Belfast le 15 août et d'une partialité certaine. En 1969, la RUC en tant que force quasi-entièrement protestante analyse sa mission en termes de contrôle de la population catholique²². De fait, les forces de police sont particulièrement détestées par la communauté catholique qui dénonce la violence de la répression. L'atmosphère est rendue particulièrement tendue du fait de l'utilisation de mitrailleuses par les forces de police, notamment lors d'affrontements en zones urbaines²³. En outre, la RUC est techniquement très mal organisée et archaïque dans ses méthodes. Elle regroupe une « forte proportion d'éléments durs »²⁴ et les *B-specials* sont une réserve de ruraux entraînés à la surveillance de la frontière avec la République d'Irlande mais absolument pas préparés aux missions de maintien de l'ordre en zone urbaine.

Les rapports de la commission parlementairesont accablants : non seulement la RUC n'a pas réussi à endiguer la violence mais celle-ci augmente considérablement, faisant perdre toute crédibilité aux forces de police dans sa mission de maintien de l'ordre. La « police de l'Ulster va donc faire l'objet d'une quasi-excommunication »²⁵.

Devant son incapacité à gérer la crise et face à la perte de confiance de la population civile, la RUC adresse- le 14 août 1969 à 17 heures une « demande d'aide au pouvoir civil » (*Military Aid to the Civil Power*) au commandant des forces armées en Irlande du Nord. Épuisée par l'intensité de la violence, la RUC n'a pas d'autre alternative et l'intervention militaire semble alors constituer la seule solution envisageable afin de restaurer l'ordre dans les rues.

22 Paul Brennan, *The Conflict in Northern Ireland*, Longman University Press, 2005.

23 Aaron Edwards, *The Northern Ireland Troubles, Operation Banner 1969-2007*, Osprey Publishing, 2011, p. 29

24 Paul Brennan, *The Conflict in Northern Ireland*, op. cit.

25 *idem*.

CHAPITRE 2

MAINTENIR L'ORDRE : LES DÉBUTS DE L'OPÉRATION *BANNER* (1969-1972)



2.1 Le cadre de l'engagement de l'armée britannique sur le théâtre nord-irlandais

Après un été particulièrement violent - 10 morts et 899 blessés dont 368 policiers entre juillet et août 1969 -

l'intervention de l'armée est vécue par beaucoup comme un soulagement. L'armée britannique semble la plus à même de gérer la situation : professionnalisée depuis huit ans, elle donne une image de discipline, de maîtrise de force et surtout d'impartialité. Son engagement paraît donc susceptible d'apaiser les tensions. Elle pense pouvoir jouer le rôle de tampon entre les zones catholiques et protestantes.



Illustrations 2 et 3 : Extrait d'une planche contact du reportage sur l'Irlande du Nord, les rues de Derry/
LondonDerry à l'été 1969, Source©Gilles Caron/fondation Gilles Caron.

2.1.1 Un cadre légal d'intervention

James Callaghan - ministre de l'Intérieur - autorise le déploiement de l'armée britannique sur le théâtre nord-irlandais en soutien aux forces de police d'Irlande du Nord à la suite de la requête adressée par l'inspecteur général de la RUC. Un bataillon est ainsi envoyé à Derry/Londonderry puis un autre à Belfast. La première unité déployée à Derry/Londonderry est le *1st Battalion, Prince of Wales's Own Regiment of Yorkshire*, celui du prince de Galles lui-même. Les militaires ont pour ordre de prendre le relais des membres des forces de police et des *B-Specials* épuisés par plusieurs jours d'affrontements. Ils ont également pour rôle de sauvegarder la paix entre les deux communautés²⁶. Les jours suivants, cette unité est renforcée d'un bataillon d'infanterie, placé en alerte, venu de Plymouth et déployé à l'Ouest de Belfast. Il s'agit d'aider la RUC à mettre fin aux violents affrontements entre les factions républicaine et loyaliste. Au 1^{er} septembre, il y a 6 000 soldats sur le territoire puis 11 000 au printemps 1970. La mission des unités consiste à prendre toutes les mesures nécessaires, d'intervenir de manière impartiale entre les citoyens afin de restaurer la loi et l'ordre. Les unités britanniques déployées en Irlande du Nord évoluent sous le contrôle direct et exclusif de l'officier général commandant aux forces armées en Irlande du Nord²⁷.

La requête est faite dans le cadre du cas légal d'aide militaire au pouvoir civil prévue dans les *Règlements royaux pour l'Armée* et développée à l'intérieur du *Manuel du droit militaire*²⁸. Au Royaume-Uni, les cas prévus pour l'assistance militaire aux autorités civiles sont sensiblement les mêmes que dans les autres pays démocratiques occidentaux. Néanmoins, la mise en œuvre de la *Military Aid to the Civil Power* (MACP) intervient dans un contexte très particulier. En effet, sa conception date du XVIII^e siècle, à une époque où il était techniquement

impossible d'attendre les instructions de Londres pour agir. Aussi, selon la loi, le chef de la police locale peut faire directement appel aux troupes dans son secteur lorsqu'une intervention de l'armée lui paraît nécessaire. L'accord du gouvernement n'intervient que dans un second temps. Cela correspond à une vision libérale où le maintien de l'ordre est une obligation des citoyens, déléguée pour des raisons pratiques à une police très autonome d'un pouvoir central toujours suspect, puis éventuellement en cas d'urgence à des forces militaires sous le commandement de leur chef local. En théorie, celui-ci est indépendant du gouvernement le temps du rétablissement de l'ordre normal. Dans les faits, c'est l'officier général commandant en Irlande du Nord qui prend la responsabilité du contrôle général des opérations de sécurité, le chef de la police lui étant subordonné le temps que celle-ci retrouve une crédibilité. Toutefois, il reste soumis à la loi générale du pays (*Common law*) et n'est donc susceptible d'assignation que devant les tribunaux civils. Le commandant des forces est soumis à une double hiérarchie civile, celle de l'Irlande du Nord et celle du cabinet de Londres.

2.1.2 Les trois missions mises en place par le *Ministry Of Defence* (MOD)

Dans la pratique et dans le cas de l'Irlande du Nord, l'ordre de « restaurer la loi et l'ordre, en se plaçant impartialement entre les citoyens des deux communautés » est néanmoins donné par le ministre de la Défense britannique du cabinet Heath. Le MOD fixe trois missions principales aux militaires afin de légitimer l'intervention des troupes britanniques sur leur propre territoire. Il s'agit tout d'abord, dans le cadre de la loi et en faisant un usage minimal de la force, d'arrêter et de remettre aux forces de police locales tout suspect soupçonné de détenir des armes, des explosifs ou encore des munitions. Il s'agit par ailleurs de gêner les actions des mouvements paramilitaires des deux communautés et de les dissuader d'agir, notamment, par la mise en place de postes de

26 Aaron Edwards, *The Northern Ireland Troubles, Operation Banner 1969-2007*, op. cit., p. 29.

27 *Idem*.

28 Paul Brennan, *The Conflict in Northern Ireland*, op. cit.

contrôle et de patrouilles. Enfin, les militaires doivent restaurer un climat de confiance au sein de la population locale par une présence militaire quotidienne qui soit dissuasive tout en restant non agressive.

Ainsi, l'intervention militaire britannique est légitimée par le respect du cadre légal prévu pour les cas de demandes d'aide des pouvoirs publics. Par ailleurs, les citoyens catholiques vivent l'arrivée des soldats britanniques comme un soulagement. En effet, la plupart voient l'armée comme une force censée les protéger et la préfèrent aux forces de police de la RUC. Il est vrai que les militaires se sont opposés d'emblée à une nouvelle manifestation protestante²⁹. Toutefois, un peu de suspicion demeure puisque les républicains les plus extrêmes perçoivent l'intervention militaire britannique comme une forme d'occupation néo-coloniale.

2.2 Une intervention au caractère ambigu

Si le cadre légal de l'intervention est respecté, il n'en demeure pas moins que l'engagement de l'armée britannique en Irlande du Nord comporte certaines ambiguïtés.

2.2.1 Une armée mal préparée à une mission de maintien de l'ordre

L'armée britannique n'est pas réellement préparée à une intervention de ce type. Selon le général Freeland, elle n'aurait pas pu se « trouver plus en dehors du coup ». En premier lieu, elle pense que la mission sera de courte durée et qu'il sera aisé de rétablir l'ordre rapidement dans la province. « Au début de l'intervention, les militaires pensaient que celle-ci ne durerait que quelques mois tout au plus. Pour eux, il ne s'agissait en rien d'une

grande crise mais c'était plutôt un petit conflit qui serait rapidement réglé »³⁰.

En outre, l'ordre public en Irlande du Nord constitue un environnement unique et extrêmement complexe auquel l'armée n'est pas bien préparée. Le climat d'exception permanente ainsi que l'absence d'une troisième force intermédiaire³¹ rendent délicate la mise en place de la *Military Aid to the Civil Power*. Se voir attribuer une mission de maintien de l'ordre public est particulièrement ambigu pour les soldats. En effet, il apparaît plus difficile que prévu pour l'armée de prendre la place d'une police délégitimée. En remplaçant au pied levé les forces de police qui ne font plus respecter la loi dans les quartiers catholiques, l'armée se retrouve face à une mission de maintien de l'ordre à laquelle elle n'est pas formée. Les militaires ne connaissent pas, en effet, les procédures liées aux activités de police³². Aussi, ils rencontrent d'importantes difficultés notamment dans la manière de procéder à des arrestations dans les formes légales. De ce fait, bon nombre de suspects sont relâchés faute de preuves.

Par ailleurs, l'engagement de l'armée britannique en Irlande du Nord donne une autre dimension au conflit et le complexifie davantage. En effet, il s'agit de l'engagement d'une armée sur son propre territoire national. « Évidemment, on leur a demandé [aux soldats] de venir protéger les deux populations mais c'est ambigu de protéger la communauté catholique puisqu'il s'agit d'une communauté qui se dresse contre tout ce qui est important pour les soldats engagés : la monarchie, l'État, le drapeau »³³. Les Irlandais ne doivent donc plus être vus comme des « ennemis » à réduire et à pacifier comme pendant la période coloniale.

29 Où ils ont fait également preuve d'une grande discipline, subissant un millier de coups de feu et vingt-deux blessés avant de recevoir l'autorisation de tirer et de tuer deux activistes armés.

30 Entretien avec l'officier de liaison britannique au CDEF, le 13 février 2014.

31 Au Royaume-Uni, l'organisation des forces de sécurité fonctionne en termes de stricte séparation du civil et du militaire. Il n'y a pas de troisième force intermédiaire spécialisée dans le maintien de l'ordre public. C'est pourquoi l'armée a été en première ligne en Irlande du Nord.

32 Entretien avec l'officier de liaison britannique au CDEF, *op.cit.*

33 *Idem.*

Ils deviennent – dans le cadre des *Troubles* – des citoyens à calmer mais aussi à protéger des groupes paramilitaires. L'armée de terre professionnelle va donc devoir s'aguerrir en Irlande du Nord en comprenant que le métier a évolué³⁴. Cette évolution est perçue par certains comme une « policierisation » de leur métier est vue par d'autres comme une « militarisation » de la société³⁵.

2.2.2 L'absence d'une ligne politique claire : l'armée fait-elle réellement respecter la légalité ?

Par ailleurs, l'absence d'une véritable ligne politique fait obstacle à la mise en place d'une intervention militaire réellement efficace. Un jeu à quatre se met en place entre Stormont et la RUC d'une part et, Westminster et l'armée britannique d'autre part. Comme évoqué précédemment, le commandant des forces armées, soumis à la « *common law* » est ainsi susceptible d'assignation devant les tribunaux civils et est de fait soumis à une double hiérarchie civile, celle du gouvernement de Stormont et celle du cabinet londonien. Toutefois, aucune ligne politique claire et définie n'apparaît. Stormont refuse de s'attaquer aux racines profondes du conflit tandis que le gouvernement britannique semble toujours hésitant quant à son implication sur le théâtre nord-irlandais et rejette catégoriquement les propositions d'envoi de troupes irlandaises et/ou mandatées par l'ONU.

Cette ambiguïté politique quant à la conduite des opérations à mener ajoute à la confusion ambiante. D'autant plus que les deux entités politiques ne sont pas en accord sur la légalité de certains groupes. En effet, si le gouvernement de Stormont reconnaît l'*Ulster Defence Association* (UDA) comme étant légale, pour le gouvernement britannique, cette organisation paramilitaire loyaliste n'est pas

plus légale que l'IRA. Ainsi, les militaires engagés dans la province nord-irlandaise interviennent dans un environnement incertain et il leur est difficile de faire respecter la légalité. Ils sont engagés afin de rétablir la loi et l'ordre mais ils peuvent légitimement se demander s'il s'agit de l'ordre de l'Ulster et de sa majorité protestante ou bien de l'ordre du Royaume-Uni sur l'une de ses provinces. Ainsi, ils se trouvent bien souvent confrontés à des situations complexes et ambiguës. Il est difficile de dire si l'armée a réellement fait respecter la légalité au début de l'opération *Banner* en l'absence d'une voie politique définie. Il est vrai que face aux atteintes souvent flagrantes à la loi, les troupes se sont trouvées démunies et ne savaient ni quoi faire ni si elles seraient soutenues dans leurs prises de décision.

Pendant trois ans, le contrôle politique de l'armée est divisé entre Westminster et Stormont et entre le MOD et le *Home Office*. De fait, la stratégie de l'armée se trouve complètement paralysée en l'absence d'une stratégie, d'un plan cohérent permettant de tracer une feuille de route lisible. Si l'armée s'impose de ne pas critiquer le gouvernement et s'en tient à son discours officiel d'intervention en tant qu'aide aux pouvoirs civils, sur le terrain la confusion règne et complexifie d'autant plus la crise. Au lieu de constituer une donnée constante, une structure solide à l'intérieur de laquelle les différentes parties devraient manœuvrer, la loi et l'ordre deviennent ainsi un élément flexible au milieu des relations complexes entre les différents acteurs. Si les forces armées se targuent de leur impartialité politique, dans les faits, elles sont dans l'obligation de collaborer avec le gouvernement de l'Ulster et la RUC.

Ainsi, l'armée est engagée dans une mission de maintien de la paix sur son propre territoire et bien que mettant en avant son professionnalisme et une forte expérience opérationnelle, elle n'est aucunement préparée à cette mission. Baptisée la « lune de miel », cette épreuve est cependant compensée par une bonne image auprès de la population. En effet, les soldats britanniques sont plutôt bien accueillis par la communauté catholique et cela même dans les quartiers les plus dangereux et radicalisés.

34 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure », *art. cit.*, p. 8.

35 *Idem*.

2.3 Des actions controversées : l'Opération *Demetrius* et la place extraordinaire donnée à l'UDR

Si au début de l'opération *Banner* les forces armées britanniques sont perçues de manière positive par la minorité catholique, les réformes imposées par le gouvernement britannique font bientôt basculer une situation qui était déjà tendue. En effet, sentant que les événements dégénèrent avec l'émergence de la *Provisional Irish Republican Army* (PIRA), les autorités britanniques poussent le gouvernement de Stormont à entreprendre un certain nombre de réformes militaires et policières.

2.3.1 La conséquence du Rapport Cameron : la création de l'*Ulster Defence Regiment*

Dans un premier temps, il apparaît essentiel pour le gouvernement britannique, pour le gouvernement de Stormont ainsi que pour l'armée de réformer les forces de police locales en proie à une profonde crise de légitimité. En attendant, l'*Ulster Defence Regiment* (UDR), unité militaire est créé, en urgence, le 1^{er} avril 1970 afin de venir remplacer les services spéciaux de la RUC - les *B-specials*³⁶. Le rapport Cameron achève de délégitimer ces services

et recommande à la place la création de ce régiment sous contrôle de l'armée britannique³⁷. L'UDR occupe bientôt une place centrale dans le conflit nord-irlandais. Il est un élément essentiel du dispositif militaire en Irlande du Nord. Sous contrôle de l'armée régulière, les officiers et soldats de ce régiment sont souvent des réservistes à mi-temps et ont pour missions des gardes, des contrôles de voitures et de personnes. Les militaires de l'UDR ne sont jamais impliqués dans les missions de maintien de l'ordre ou de contrôle des émeutes. En 1972, l'UDR compte 11 bataillons et accepte de recruter des anciens personnels des *B-Specials*. Ces derniers sont contraints de respecter la discipline militaire et de se montrer impartiaux à l'égard des citoyens des deux communautés. Aussi, le but de ce régiment à recrutement essentiellement local est de représenter les deux communautés d'Irlande du Nord en employant 18 % de catholiques³⁸. Au cours du conflit, les responsabilités de l'UDR s'accroissent. En moins de dix ans, 8 des 11 bataillons du régiment se voient attribuer leurs propres zones opérationnelles (dits AORs : *Areas of Responsibility*)³⁹ au sein desquelles ils ont pleine responsabilité pour toutes les opérations en dehors des opérations de maintien de l'ordre. Au moment de sa création l'UDR devait compter 6 000 hommes mais ce nombre continue d'augmenter, il atteint 9 000 hommes en 1972 au plus dur du conflit, et continue de croître les années suivantes. L'UDR est souvent décrit comme étant le plus grand régiment d'infanterie de l'armée britannique et celui le plus longtemps en activité depuis les guerres napoléoniennes.

L'UDR joue un rôle majeur dans la campagne militaire britannique. En effet, grâce à son implantation locale - les soldats de l'UDR vivent au sein des deux communautés - il excelle dans les opérations de recueil de renseignements.

36 Sur la question du remplacement des *B-Specials* par l'UDR, il y a lieu d'être précis. S'il est vrai que l'UDR apparaît après les *B-Specials*, ces forces sont créées avec un objectif militaire, dans le cadre d'une structure militaire tout en étant désignées comme des forces de police de réserve voire même comme des gendarmes. D'après Lcl P. McCutcheon, Senior Lecturer, Department of War Studies, Royal Military Academy Sandhurst.

37 "We have to record with regret that our investigations have led us to the unhesitating conclusion that on the night of 4th/5th January a number of policemen were guilty of misconduct which involved assault and battery, malicious damage to property in streets in the predominantly Catholic Bogside area giving reasonable cause for apprehension of personal injury among other innocent inhabitants, and the use of provocative sectarian and political slogans."

38 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner, op. cit.*

39 D'après Lcl P. McCutcheon, Senior Lecturer, Department of War Studies, Royal Military Academy Sandhurst.

Il représente aussi une alternative majeure pour les protestants qui, souhaitant agir pour l'Irlande du Nord, auraient pu rejoindre les groupes paramilitaires loyalistes. L'UDR leur semble ainsi être la « solution la moins mauvaise » ; les Britanniques de leur côté estiment qu'il vaut mieux avoir un certain nombre de membres réels ou potentiels des milices loyalistes en uniformes et sous le contrôle de l'armée régulière que de les laisser développer des milices secrètes⁴⁰.

Toutefois, l'UDR doit rapidement faire face à un problème de légitimité tout comme la RUC avant lui. En effet, son personnel pose problème. Le pourcentage de catholiques prévu n'est pas respecté dans les faits. Il chute rapidement et se limite à 2 %. Sachant que le peu de catholiques présents dans le régiment n'est pas forcément nord-irlandais. En effet, la culture interne du régiment défavorise l'adhésion de soldats catholiques dès les années 1970.

2.3.2 L'opération *Demetrius*, introduction d'une politique de détention sans jugement (*internment*): le renforcement du sentiment d'occupation néo-coloniale.

Le gouvernement britannique décide également dans le même temps de mettre en place une politique d'internement ou de détention sans jugement. Cette dernière apparaît comme étant indispensable à une sortie de crise. Pensée par le général Frank Kitson, le responsable militaire de Belfast, elle est directement héritée de l'expérience de la décolonisation. En effet, la doctrine militaire britannique en matière de sécurité

intérieure est clairement influencée par l'expérience de l'armée dans la maîtrise des guérillas rurales au Kenya et en Malaisie ainsi que des guérillas urbaines à Oman⁴¹.

Cette politique vise à arrêter les leaders des groupes paramilitaires républicains, en particulier ceux de la PIRA et de l'OIRA ainsi que toute personne suspectée d'être terroriste. Le 23 juillet 1971, 1 800 militaires et policiers procèdent à l'arrestation de 110 suspects et à la perquisition de plusieurs maisons. L'opération *Demetrius* en elle-même commence officiellement le matin du 9 août 1971 lorsque les forces armées britanniques arrêtent 342 hommes de la communauté catholique dans l'ensemble de la province. Lors de la première vague d'arrestations, 226 suspects sont internés sans procès et jusqu'à la fin de l'opération le 5 décembre 1975, 1981 personnes seront incarcérées.

Cette opération a été, à court terme, un succès pour les forces armées britanniques. En effet, en six mois, le nombre de suspects terroristes internés a doublé. L'IRA aurait perdu quelque 400 membres actifs entre juillet et décembre 1971. En outre, cette politique a permis à l'armée de recueillir un grand nombre d'informations précieuses quant aux potentielles actions que projettent de mener les membres de l'IRA encore libres. Par ailleurs, les forces armées bénéficient de cette politique d'*internement* en termes d'avantage tactique. L'armée britannique a mené une véritable guerre d'usure aux terroristes, elle se trouve ainsi en position de force en Irlande du Nord aux prémices de l'opération *Demetrius*⁴².

41 Le général Kitson qui vient de publier sa thèse à Oxford sous le titre « *Low Intensity Operations* » est nommé commandant de la 39^e Brigade d'Infanterie en charge de la région de Belfast. Il a une expérience du terrain en ayant notamment servi lors des conflits de décolonisation (Malaisie, Kenya). Il milite pour une approche résolument contre-insurrectionnelle du conflit et publie en 1971 *Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency and Peacekeeping*, chez Faber & Faber.

42 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner*, *op. cit.*

Toutefois, dès le début de cette opération, des émeutes éclatent à la suite des arrestations : dix-sept personnes trouvent la mort en deux jours dont dix civils tués par l'armée. En dépit des déclarations officielles de l'armée et du gouvernement nord-irlandais, l'opération est un échec. Il se trouve, en effet, que les principaux leaders de l'OIRA et de la PIRA ont fui avant l'arrivée des forces armées et de police. Entre 70 et 80 des premiers arrêtés seulement en sont véritablement membres. Aussi, à long terme, cette politique de détention a eu d'importantes conséquences sur les suites du déroulement de l'opération *Banner*. La réintroduction d'une politique d'*internment* ainsi que les techniques d'interrogation utilisées ont un impact négatif sur l'ensemble de la population d'Irlande du Nord mais également à l'étranger. L'opération *Demetrius* est, donc, considérée par beaucoup de spécialistes comme une erreur majeure. Cela a eu pour conséquence d'accroître la colère des catholiques qui ressentent cette politique comme une réelle injustice, ils se radicalisent et deviennent de plus en plus violents. Les forces politiques républicaines et nationalistes annoncent une grève des loyers et des charges.

L'opération *Demetrius* rompt les derniers liens de confiance entre la minorité catholique et les gouvernements britannique et nord-irlandais. Aussi, quatre mois seulement après le début officiel de l'opération, une nouvelle vague de violence déferle sur la province tuant



Illustrations 4 : Les soldats britanniques ordonnent aux manifestants de se disperser.
Source : @ the guardian



Illustrations 5 : Un prêtre bénit l'un des manifestants touché.
Source : @ the guardian

124 personnes. Des barricades sont de nouveau érigées dans les quartiers de Creggan et de Bogside et les manifestations continuent même lorsqu'elles sont déclarées illégales par les Britanniques, la NICRA fait en sorte que celles-ci bénéficient d'une large couverture médiatique et fait tout pour qu'il y ait confrontation avec les forces armées. L'opération *Demetrius*, paradoxalement, au lieu de détruire l'IRA en mettant en prison ses principaux leaders, n'a fait que renforcer l'organisation en dynamisant son recrutement. En effet, des catholiques à l'origine modérés rejoignent les organisations paramilitaires républicaines afin de protester contre la détention injuste de membres de leurs familles, de leurs amis, collègues ou voisins. Pour chaque membre éminent de l'IRA emprisonné, deux ou trois catholiques se décident à rejoindre à leur tour l'organisation paramilitaire.

Ainsi, il apparaît clairement que la politique de détention sans jugement, qui avait fait ses preuves notamment en Malaisie, ne convient pas au conflit qui embrase l'Irlande du Nord au début des années 1970. Comme l'indique un officier britannique « ce qui était une bonne solution et possible en

Malaisie n'a pas marché face à la société nord-irlandaise »⁴³. Donc, si l'armée a su en tirer des bénéfices en matière de renseignements, l'opération *Demetrius* a été véritablement néfaste pour l'image de l'armée en tant que tiers impartial. Celle-ci n'apparaît plus alors comme une simple force d'appui à la police⁴⁴.

En outre, l'opération *Demetrius* a conduit indirectement à l'un des événements les plus marquants des *Troubles*, le fameux *Bloody Sunday*. Dès 1971, la NICRA organise des manifestations contre la politique de détention sans jugement. Le 30 janvier 1972, la manifestation dégénère, puisque l'IRA l'utilise comme couverture afin d'ouvrir le feu sur les forces de sécurité⁴⁵. L'armée britannique riposte et tire sur la foule tuant 13 manifestants et en blessant 14 autres.

Bloody Sunday marque la fin des manifestations pour protester contre les discriminations subies par la minorité catholique en Irlande du Nord, mais cet événement est aussi une étape charnière, un tournant dans le conflit.

Comme conséquence à la création de l'UDR et à la réintroduction de la politique d'*internment*, la situation dégénère et la fenêtre d'opportunité de l'armée britannique se referme. Il apparaît nettement que l'armée ne parvient pas à régler rapidement le conflit et l'espoir de trouver une solution politique convenant à tous les acteurs semble mince à cette date. Avec le temps « restaurer la loi et l'ordre » bascule vers « maintenir l'ordre » puis « maintenir la violence à un niveau acceptable ».



Illustration 7 : La manifestation de la NICRA le jour de *Bloody Sunday*. Source © Ministry of Defence.

43 Entretien avec l'officier de liaison britannique au CDEF, op. cit.

44 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure », art. cit., p. 2.

45 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner*, op. cit.

CHAPITRE 3

LE FACE À FACE AVEC LA PIRA (1972-1994)

3.1 La fin de la « lune de miel »

Les hésitations du cabinet de Londres ne permettent pas la résolution du conflit par la voie politique. Cela entraîne une radicalisation des deux communautés. Du côté loyaliste, Ian Paisley gagne en influence tandis que du côté républicain, la *Provisional Irish Republican Army* (PIRA), nouvelle branche de l'IRA voit le jour en 1970. En 1972, toutes les conditions sont ainsi prêtes pour un face à face entre l'armée britannique et l'IRA.

3.1.1 L'établissement de la *Direct Rule* : l'armée devient une cible « légitime »

Le gouvernement de Stormont chute à cause de la politique d'internement. Au regard de la vague de violence déclenchée par le recours à cette politique, le gouvernement britannique comprend l'urgente nécessité de reprendre la main en Irlande du Nord. Londres impose la *Direct Rule*, un mode de gestion direct qui devient effectif avec la suppression du gouvernement de Stormont, le 31 mars 1972. Dès lors, un poste de secrétaire d'État à l'Irlande du Nord est créé ainsi qu'un bureau des affaires nord-irlandaises, le *Northern Ireland Office* (NIO). L'armée britannique doit ainsi travailler sous l'autorité du NIO à Belfast en liaison avec le MOD et aussi ponctuellement avec le *Home Office*. Un véritable dispositif de ministres et de hauts fonctionnaires est

déployé afin d'encadrer les trois dimensions de l'implication de l'armée en Irlande du Nord, à savoir : l'armée régulière, l'UDR et les services spéciaux.

Au cours du premier mois de la *Direct Rule*, plus de 500 républicains sont relâchés. L'idée est - pour le gouvernement britannique et pour l'armée - d'établir des contacts avec les leaders de l'IRA et du Sinn Fein comme Gerry Adams et Martin McGuinness afin de poser des bases en vue d'une négociation future⁴⁶. Les effectifs des forces armées sont renforcés, les soldats sont plus nombreux et des aides plus importantes sont attribuées à l'UDR. En dépendant exclusivement de Westminster, l'armée remplace peu à peu la RUC liée à Stormont à partir de 1973. Les forces armées doivent, de fait, s'impliquer d'autant plus dans des opérations de maintien de l'ordre. De surcroît, le gouvernement britannique, lorsqu'il impose la *Direct Rule*, ne propose aucun compromis relatif au futur statut de l'Irlande du Nord.

La chute du gouvernement de Stormont ainsi que l'instauration de la *Direct Rule* mettent ainsi fin à la « lune de miel » entre les forces armées britanniques engagées sur le théâtre nord-irlandais et les communautés catholiques de la province. La fenêtre d'opportunité se referme au bout de quelques mois seulement.

⁴⁶ Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure », *art. cit.*, p. 11.

Au regard de l'absence de propositions sur le futur statut de l'Irlande du Nord, les volontaires de l'IRA développent un discours qui dépasse les simples revendications sociales et politiques. Ces derniers événements légitiment en effet d'autant plus l'action de l'IRA. Les Britanniques sont perçus, par les rebelles républicains, comme des néo-colonialistes. L'IRA prône ainsi la lutte armée contre l'occupant anglais. L'armée devenue une cible « légitime », une campagne d'attentats s'engage à partir de mars 1972. L'IRA se réorganise et le niveau de violence augmente très largement au cours de cette même année, la plus meurtrière des *Troubles*⁴⁷.

3.1.2 L'Irish Republican Army renaît de ses cendres

L'Irish Republican Army profite de la disparition de la police et de l'interposition armée pour s'implanter dans les quartiers catholiques devenus zones de non-droit. En 1969, pour une grande majorité de républicains, la société nord-irlandaise telle qu'elle est doit être entièrement détruite afin de rétablir un ordre plus juste. Selon un ancien membre de l'organisation, « l'IRA semblait être la seule capable de réaliser cela »⁴⁸.

En 1969, l'IRA renaît de ses cendres. L'image du phœnix devient d'ailleurs un symbole fort du mouvement républicain, notamment utilisé pour représenter la renaissance du mouvement à travers l'émergence de la PIRA. Dès janvier 1970 l'organisation se divise en deux factions : l'*Official Irish Republican Army* (OIRA) et la *Provisional Irish Republican Army* (PIRA). Cette rupture au sein de l'IRA, bientôt suivie d'une rupture au sein du Sinn Féin, est la résultante de désaccords entre les militants du mouvement au regard de l'orientation politique prise par leurs leaders. Le mécontentement est principalement dû à la décision du Sinn

Fein d'abandonner sa politique d'abstention aux élections en République d'Irlande. Ce sujet est un axe clé de l'idéologie républicaine puisque les républicains ne reconnaissent pas officiellement la légitimité de l'État irlandais (Eire) et ne sont loyaux qu'envers la République d'Irlande de 1916 représentée par l'*IRA Army Council*.

Au début des *Troubles*, du côté républicain, la confusion règne. Par exemple, Martin McGuinness rejoint l'OIRA en 1970 sans savoir que l'IRA a été préalablement divisée. Au cours de l'année 1970, de multiples attaques sont perpétrées par l'OIRA. Elles visent notamment la RUC et l'armée régulière. En 1971, l'organisation paramilitaire est fortement présente dans l'espace public, notamment lorsque la politique d'*internment* est mise en place. Les unités de l'OIRA affrontent alors les troupes britanniques. Toutefois, à la fin de l'année 1972, l'OIRA déclare un cessez-le-feu. La seconde faction issue de la scission de l'IRA, la PIRA décide de poursuivre la lutte armée. Peu à peu, elle devient la plus importante et la plus active des organisations paramilitaires du mouvement républicain. Elle se déclare elle-même comme étant l'héritière légitime de l'IRA en arborant ce slogan « des cendres du mouvement républicain naît la PIRA » et adopte le phénix comme emblème⁴⁹.

Si l'IRA ne représente pas une force crédible pour l'armée britannique au début du conflit, en deux ans l'organisation parvient à se développer considérablement. Elle tire ainsi parti des discriminations endurées par la communauté catholique et sait particulièrement bien instrumentaliser le sentiment que l'armée britannique est anticatholique. La PIRA prône la lutte armée contre l'occupant anglais, l'objectif initial étant l'usage de la force dans le but d'infliger à l'Armée britannique des pertes suffisamment nombreuses de sorte que le gouvernement central n'ait plus d'autre choix, subissant quotidiennement la pression de l'opinion publique, que de se retirer de la province.

47 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner*, op. cit.

48 Aaron Edwards, *The Northern Ireland Troubles, Operation Banner 1969-2007*, op. cit., p. 23.

49 « *Out of ashes rose the provisionals* ».



Illustration 8 : L'emblème de la PIRA, le Phœnix et son slogan. Source © An Siannach Fionn

3.2 Le glissement vers l'organisation terroriste

Après le cessez-le-feu déclaré par l'OIRA, la PIRA met l'armée britannique sous tension en reprenant avec plus d'intensité la guérilla amorcée au début des *Troubles*. Peu à peu le mouvement républicain glisse vers l'organisation terroriste en réponse à l'absence de compromis sur le statut de l'Irlande du Nord⁵⁰.

3.2.1 L'organisation initiale de la PIRA

À partir de 1969, la PIRA se développe autour d'un petit noyau de personnes, 20 à 40 catholiques, mené par des chefs de districts. Ils laissent, dans un premier temps,

le haut commandement à l'état-major de l'organisation basé à Dublin, en République d'Irlande. Toutefois, rapidement la PIRA devient plus autonome par rapport à Dublin ; elle émerge à Belfast s'ancrant facilement en milieu urbain. Le mouvement dissident rallie à sa cause d'anciens leaders de l'OIRA comme MacStiofain, O'Connaill et O'Bradaigh⁵¹. En août 1969, la brigade de Belfast ne compte que 50 membres actifs, à la fin de l'année 1971 elle est forte de près de 1 200 membres⁵². En mai 1972, entre la PIRA et l'OIRA, le mouvement républicain compte quelque 1 700 membres actifs et 600 de plus incarcérés. En 1973, il y a 1 600 membres actifs, plus de 200 auxiliaires, 200 femmes et 600 jeunes⁵³.

Au début des *Troubles*, la PIRA se structure comme une armée traditionnelle, divisée en brigades et bataillons. Ses membres sont sous les ordres d'un « brigadier » (un grade donné par l'organisation elle-même, alors qu'aucun membre n'a été soldat d'une armée régulière et qui correspond à un général deux étoiles français) et sont - à Belfast - divisés en trois bataillons commandés par un « colonel ». Le 1^{er} bataillon est le *West Belfast's Catholic Estates*, le 2^e bataillon correspond au *North Belfast's Antrim Road* et le 3^e bataillon englobe les *City center catholic enclaves*.

À Derry/ Londonderry, la brigade se compose de deux bataillons, l'un est basé dans la ville même (*South Derry Brigade*) et l'autre dans le Donegal. La brigade de Derry jouit d'une importante renommée à la suite des événements du *Bloody Sunday* et voit, grâce à cela, ses adhésions croître sensiblement. Le comté d'Armagh compte quant à lui trois bataillons dont deux très actifs dans le sud d'Armagh. Une brigade est également mise en

50 Un terroriste est une personne qui commet ou qui a connaissance d'un acte ou de la préparation d'un acte de terrorisme, ou qui entraîne des personnes en vue de la commission de ces actes. Le terrorisme : « l'usage de la violence en vue d'instiller la peur dans tout ou partie du public ».

51 James C. Dingley, *The IRA: The Irish Republican Army*, PSI Guides to Terrorists, Insurgents, and Armed Groups, Praeger, 2012, p. 156.

52 Ed Moloney, *A secret History of the IRA*, Penguin Books, 2002, p. 246

53 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner*, op. cit.

place pour mener des opérations sur la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, elle est souvent appelée *The East Tyrone Brigade*.

Chaque bataillon engage entre 200 et 300 personnes, le plus généralement des hommes issus de la classe ouvrière. La PIRA recrute essentiellement parmi les membres des mouvements pour les droits civiques mais tous les volontaires sont les bienvenus afin de venir grossir les rangs de l'organisation. Chaque compagnie se compose de 20 à 60 hommes en fonction des recrues disponibles; elles agissent seulement dans la zone attribuée à leur bataillon sauf en cas d'ordre contraire émanant du brigadier. Elles sont très autonomes dans leur mode opératoire et définissent elles-mêmes leurs cibles ainsi que les bâtiments qu'elles envisagent de frapper. Les membres sont donc libres de cibler toute personne ou tout endroit qu'ils jugent associé à la Couronne britannique : des protestants ou des unionistes, mais également des cibles catholiques en particulier ceux d'entre eux qui travaillent pour la RUC. Aucune préparation particulière n'est requise pour perpétrer les attaques, certains volontaires agissent même parfois à visage découvert.

Les membres de la PIRA essaient de s'organiser et de s'identifier comme une armée en guerre, toutefois, leurs actions s'apparentent plus à du vandalisme de masse, du simple désordre public ou encore des assassinats isolés qu'à des opérations menées par une armée professionnelle⁵⁴. En effet, si des camps d'entraînement se développent en République d'Irlande, la formation reste rudimentaire. Par exemple, les bombes sont artisanales, le plus souvent fabriquées sur un coin de table de cuisine ou dans un garage à partir de manuels spécifiques pour les milices envoyés depuis les États-Unis⁵⁵.



Illustrations 9 : Des membres de la PIRA en opération.
Source © BBC History

La PIRA reste structurée sur ce modèle d'armée régulière traditionnelle jusqu'à la fin des années 1970. Cependant, si le mouvement prend de l'ampleur, l'organisation en pâtit. La gestion est loin d'être optimale et il n'y a que peu de réels contrôles des opérations menées par les volontaires.

3.2.2 Une nouvelle structure à partir de la fin des années 1970 : l'organisation terroriste

En 1974, la PIRA est officiellement déclarée illégale par le gouvernement britannique⁵⁶. L'organisation paramilitaire décide de ne pas abandonner la lutte mais sait parfaitement qu'elle s'engage dans un combat de longue haleine qui requiert une organisation interne plus sophistiquée et mieux structurée. Aussi, à la fin des années 1970, sous le commandement de Gerry Adams, Martin McGuinness et Danny Morrison, l'organisation évolue clairement vers une structure terroriste comptant près de 200 à 300 membres actifs⁵⁷. Elle devient peu à peu une force stable avec de nouvelles méthodes et disposant de nouvelles armes.

54 James C. Dingley, *The IRA: The Irish Republican Army*, op. cit., p.156.

55 *Idem*, p. 157.

56 <http://www.linternaute.com/histoire/motcle/201/a/1/1/ira.shtml>

57 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner*, op. cit.

La PIRA développe notamment des commandements et des unités séparées afin de contourner au mieux les forces britanniques, elles-mêmes en pleine réorganisation. Au sein de chaque brigade sont mises en place deux unités parallèles à la place des bataillons. La première unité a un rôle de soutien : elle est en charge des activités de renseignement, du contrôle et de la sécurité des quartiers catholiques ainsi que de la cache d'armes. La seconde unité - l'*Active Service Unit* (ASU) - devient, quant à elle, l'élément central de l'organisation. La plupart des attaques sont ainsi la responsabilité des différentes ASU. De petite taille, composées de 4 à 8 volontaires chacune, ces cellules terroristes opèrent indépendamment et sont parfaitement isolées les unes des autres⁵⁸.

Cette réorganisation permet à la PIRA de renforcer sa sécurité et d'améliorer ses capacités opérationnelles⁵⁹. Il y a moins de membres mais ces derniers sont mieux entraînés et plus efficaces⁶⁰. La plupart de ces éléments sont pensés et mis en place depuis la prison de *Long Kesh* (devenue plus tard la prison de *Maze*) où nombre de républicains sont incarcérés. Cet endroit fait office d'université ou de centre de recherche pour la PIRA. Au milieu des années 1980, la PIRA est organisée en 16 ASU principales dont 10 basées en République d'Irlande.

3.3 La stratégie développée par la PIRA

3.3.1 Les différentes phases stratégiques et tactiques de la PIRA

- Défendre l'honneur et se battre pour la souveraineté et l'unité de la République d'Irlande telle qu'énoncée par le *First Dail* ;

58 Brendan O'Brien, *The Long War. The IRA and Sinn Fein*, Dublin, O'Brien Press, 1999, p. 161.

59 Si l'un des membres du groupe est arrêté, il ne peut donner que peu d'information, n'étant pas au courant des activités des autres ASU.

60 James C. Dingley, *The IRA: The Irish Republican Army*, *op. cit.* p. 158.

- Soutenir la mise en place d'une république irlandaise socialiste fondée sur la proclamation de 1916 ;
- Soutenir la mise en place d'un gouvernement légal qui aurait le contrôle unique et absolu des 32 comtés de la République d'Irlande tels que définis par le *First Dail* ;
- Garantir et défendre les libertés civiles religieuses ainsi que des droits égaux et l'égalité des chances pour tous les citoyens ;
- Promouvoir la réhabilitation de la langue irlandaise comme langue officielle.

Source : *Green Book*, section 3, d'après James C. Dingley, *The IRA: The Irish Republican Army*, *op. cit.* p. 110.

La stratégie et les buts de l'organisation paramilitaire républicaine sont énoncés dans le *Green Book*, section 3. Pour mener à bien ce dessein, la PIRA développe un panel de stratégies et de tactiques. Quatre phases principales apparaissent clairement : l'insurrection, le glissement vers le terrorisme, *The Long War*⁶¹ et enfin le recours à la voie politique.

La phase initiale correspond à une phase d'insurrection dite classique qui débute à l'été 1969 et se prolonge jusqu'en 1972⁶². Elle est dans un premier temps essentiellement caractérisée par de grandes manifestations, des émeutes et des pillages puis prend une tournure clairement insurrectionnelle au milieu de l'année 1971. En effet, après la séparation

61 Nom donné au conflit par les membres de la PIRA qui prennent conscience que la situation est en passe de durer.

62 L'insurrection se définit par les activités d'un groupe ou d'un mouvement organisé, souvent idéologiquement motivé, qui cherche à provoquer le changement politique de l'autorité gouvernant un pays ou une région. Ces activités sont centrées sur la persuasion ou la contrainte de la population en employant la violence et la subversion.

en deux factions de l'IRA, la PIRA commence à planifier une action offensive contre « l'occupant britannique ». Selon Brendan O'Brien, les volontaires de la PIRA mettent en place une stratégie insurrectionnelle de court terme puisqu'ils pensent que la guerre sera brève et surtout qu'ils en sortiront vainqueurs⁶³. Le but affiché est de reprendre l'avantage sur les unionistes et les forces armées britanniques⁶⁴.

Sean Mac Stiofain, l'un des *leaders* de l'organisation dissidente républicaine affirme, au début du conflit, que le mouvement républicain augmentera le niveau de violence jusqu'à ce que les Britanniques acceptent de partir. Cette stratégie implique le recrutement massif de volontaires et la mise en place d'une campagne d'attentats à la bombe (*bombing campaign*). Dans ce sens, l'instauration de la *Direct Rule* ainsi que la mise en place effective de la politique d'internement représentent un énorme coup médiatique pour la propagande républicaine. La PIRA se retrouve en confrontation directe avec le gouvernement britannique, elle ne combat plus seulement les unionistes d'Irlande du Nord mais se pose en ennemi du gouvernement britannique lui-même. Aussi, dès 1971 la PIRA met tout en œuvre pour que l'armée devienne l'ennemi non seulement des nationalistes mais celui de toute la population catholique.

La PIRA profite alors du climat dégradé pour lancer une offensive sur trois axes : le contrôle de la population catholique, le harcèlement des troupes britanniques par *sniping*, embuscades, mortiers ou engin explosif improvisé (EEI) et le « chaos », en faisant exploser deux à trois bombes chaque jour. Le 6 février 1971, le premier soldat britannique est tué en service à Belfast. Au mois d'août, ils sont déjà treize à être tombés et les troupes commencent à éprouver un profond sentiment d'impuissance. Dès lors, la guérilla s'intensifie et l'organisation glisse vers le terrorisme pur. L'idée est simple,

il s'agit de bombarder et de tirer sur les forces armées et de retourner l'armée britannique et la communauté catholique l'une contre l'autre⁶⁵. Cette stratégie implique le recours intensif aux frappes aveugles afin d'avoir un réel impact sur la vie quotidienne des habitants de la province. En frappant au hasard, la PIRA fait plus de victimes, paralyse l'économie de l'Ulster et heurte plus durablement les forces armées britanniques notamment sur le plan financier. Ce sont les soldats de l'armée régulière qui sont, le plus souvent, visés par les attentats (bombes et tirs). Toutefois, les insurgés planifient également les assassinats - selon la tactique dite de *hit-and-run*⁶⁶ - ils prennent pour cibles des membres des autorités locales : des hauts fonctionnaires, des membres de la police locale ou encore des magistrats et hommes politiques, tous perçus comme faisant partie intégrante du « système » britannique. Il s'agit pour la PIRA de faire régner un sentiment de terreur au sein de la population civile, qui forcerait, à terme, les Britanniques à quitter la province. Les attentats à la voiture piégée se multiplient, ainsi que l'usage quotidien des EEI⁶⁷. Au cours de la seule année 1972, plus de 1 500 bombes explosent sur un territoire à peine plus étendu que deux départements français et 108 soldats sont tués.

Cette stratégie s'avère payante et permet la montée en puissance des insurgés. La PIRA exploite les failles de l'armée régulière notamment la mauvaise gestion de l'information ; elle profite également de l'absence de coordination des différents échelons de la structure de commandement des forces britanniques.

63 Brendan O'Brien, *The Long War. The IRA and Sinn Fein*, op.cit., p. 161.

64 James C. Dingley, *The IRA: The Irish Republican Army*, op. cit., p. 170.

65 « To bomb and to shoot the 'Brits out' and turn the army and Catholic communities against each other ». James C. Dingley, *The IRA: The Irish Republican Army*, op. cit., p. 170.

66 Tactique de guérilla, attaques éclair : littéralement « frappe et fuite ».

67 James C. Dingley, *The IRA: The Irish Republican Army*, op. cit., p. 173.

Attaques marquantes

Bloody Friday (21 juillet 1972) : de multiples explosions dans Belfast : 11 personnes tués, 130 blessés.

The Birmingham pub bombs (21 novembre 1974) : 21 civils tués, plus de 150 blessés.

Kingsmills massacre (5 janvier 1976) : 10 protestants tués lorsqu'ils rentraient du travail.

Les insurgés pensaient initialement que les soldats britanniques se retireraient rapidement d'Ulster au regard des coûts importants engendrés par les opérations de contre-insurrection. Cependant, ils doivent bientôt se rendre à l'évidence, les *Troubles* sont en passe de durer. Le conflit entre alors dans une phase d'endurance de vingt ans. La PIRA survit au bref cessez-le-feu de 1975 et évolue⁶⁸. Même avec plusieurs de leurs meilleurs hommes en prison, les rebelles continuent la lutte et développent conséquemment une nouvelle stratégie plus sophistiquée qu'ils baptisent *The Long War*.

Le mouvement républicain réorganisé en ASU multiplie les actions avec l'idée de frapper plus fort. L'organisation paramilitaire républicaine prend conscience que le fait de mener des actions terroristes sur son propre territoire ne suffit pas à avoir un véritable impact sur le cabinet de Londres. Comprenant qu'une seule bombe à Londres a plus d'impact que des dizaines en Irlande du Nord, elle lance alors une campagne d'attentats à la bombe sur le sol anglais. L'objectif étant d'avoir une meilleure visibilité et de pousser l'opinion publique anglaise à réagir et à faire elle-même pression sur son gouvernement. Avec les attentats de Guildford, Woolwich et Birmingham, la PIRA gagne en publicité et surtout, en visant des civils innocents, parvient à instaurer un climat de terreur⁶⁹. Par exemple, la PIRA provoque un

double attentat à la bombe le 20 mars 1993 à Warrington en Angleterre tuant deux enfants et blessant 96 personnes. Les attaques se font plus rares mais sont aussi plus sélectives, plus sophistiquées, mieux conduites et surtout plus efficaces. En témoigne celle de Warrenpoint en le 27 août 1979 où dix-huit soldats sont tués par deux explosions successives⁷⁰, tandis que le même jour, lors d'une sortie en mer en famille durant ses vacances à Mullaghmore en Irlande, l'ancien vice-roi des Indes, lord Mounbatten, est victime d'un attentat. Au total, les deux opérations coûtent la vie à 23 personnes. Pour tous, le MOD et Margaret Thatcher, la PIRA est bien devenue une organisation terroriste de grande efficacité⁷¹, qu'il s'agira de combattre sans état d'âme⁷².

Dans les années 1980, en plus de l'action terroriste, une stratégie politique plus élaborée se structure afin de mieux légitimer les actions du mouvement. Cela débute au sein de la prison de Long Kesh en 1976 lorsque le gouvernement britannique retire aux paramilitaires condamnés le statut spécial de « prisonniers politiques ». Les prisonniers protestent violemment pour le retour de ce statut. Entre 1976 et 1978, à la suite du refus catégorique de Londres, le mouvement s'intensifie avec les *blanket protest* et *dirty protest* lorsque 500 prisonniers refusent de porter l'uniforme de la prison et décident de rester nus. Puis, ils refusent de se laver et recouvrent les murs des cellules de leurs excréments. La protestation atteint son paroxysme en 1980 lorsque certains des détenus prennent la décision d'entamer une grève de la faim. Sept prisonniers participent à une première grève qui n'aboutit pas⁷³.

70 Un attentat à Birmingham avait déjà fait 21 morts et 200 blessés en 1974.

71 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner, op. cit.*

72 Il est important de souligner ici combien l'attentat qui a coûté la vie à lord Mounbatten a été décisif dans les choix politiques faits ultérieurement par Margaret Thatcher, particulièrement dans son refus de répondre aux grévistes de la faim en 1980 et 1981.

73 La 1^{ère} grève prend fin après 53 jours sur décision des familles des grévistes.

68 Le cessez-le-feu de 1975 n'est pas total puisque demeurent des violences, une explosion et 4 meurtres par jour.

69 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner, op. cit.*

Une seconde grève de la faim a lieu en 1981, celle-ci constitue un véritable bras de fer entre les prisonniers et le Premier ministre britannique, Margaret Thatcher. Bobby Sands, un activiste majeur du mouvement, entame le premier la grève de la faim. Au cours de la grève il est élu député au Parlement britannique et attire de fait l'attention des médias du monde entier. Dix prisonniers décèdent des suites de cette grève de la faim, dont Bobby Sands devenu figure mythique du mouvement républicain. Plus de 100 000 personnes viennent assister à ses funérailles. La grève de la faim radicalise d'autant plus le mouvement et permet au Sinn Fein de devenir un parti politique de masse⁷⁴.



Illustration 10 : Mur peint à la gloire du républicain Bobby Sands, The Falls, quartier catholique de Belfast. Source : © Marine Lainé 2011-2012

3.3.2 Armes et soutiens étrangers

S'il est impossible de connaître l'intégralité du panel d'armes utilisé par la PIRA parce qu'aucun inventaire de l'arsenal de l'organisation n'a pu être retrouvé, il est certain toutefois, qu'au commencement des *Troubles*, la PIRA n'est que sommairement armée. Elle réutilise de vieilles armes datant de la Seconde Guerre mondiale, par exemple, des *M1 Garands* et des pistolets-mitrailleurs Thompson. Néanmoins, dès le début des années 1970, le mouvement s'organise afin de se procurer des armes modernes. Rapidement, l'organisation paramilitaire fait appel au soutien des Irlandais républicains vivant aux États-Unis, notamment à des groupes tels que le *Clann na Gael*, l'*Irish National Caucus* ou encore le *Northern Aid Committee*. Ces groupes organisent des collectes de fonds officiellement destinés à l'aide aux civils. Néanmoins, officieusement ils vont servir à financer l'insurrection notamment l'achat d'armes. La PIRA parvient à mettre en place de nombreux réseaux de contrebande afin de faire parvenir en Irlande ces armes légalement achetées de l'autre côté de l'Atlantique en comptant sur la complicité de marins irlandais ainsi que sur celle de nombreux dockers.

Les premières armes à feu collectées vont servir à commettre des vols censés financer de nouveaux achats d'armes jusqu'à ce que l'arsenal de la PIRA soit assez fourni pour être en mesure d'engager des actions contre l'armée régulière. Les opérations de *hit-and-run* inhérentes à l'activité terroriste supposent de disposer d'un arsenal d'armes légères, facilement transportables, dissimulables et ayant une portée longue distance. La possession d'armes à feu est essentielle même lorsque celles-ci ne sont pas utilisées dans les faits. En effet, leur simple utilisation potentielle suffit à compliquer les opérations et les missions de maintien de l'ordre menées par les forces armées britanniques, les rendant plus risquées pour les soldats parce que potentiellement mortelles.

74 Peter Taylor, *Provos, the IRA and Sinn Fein*, Bloomsbury publishing, 1997, p. 251-252 .

Par ailleurs, la possession d'armes à feu permet la mise en place d'une politique d'intimidation de la communauté catholique par la PIRA. Dans ce cadre, les fusils d'assaut sont nécessaires parce qu'ils permettent de soumettre les catholiques les moins favorables aux actions du groupe paramilitaire. Des pistolets sont également utilisés pour les exécutions punitives des catholiques accusés par l'organisation d'être des traîtres. La possession d'armes permet enfin de mener des missions de police afin de protéger et de contrôler les quartiers catholiques. Les armes à feu se révèlent extrêmement efficaces pour des assassinats isolés, par exemple celui d'un policier dont les habitudes ont été préalablement identifiées ou bien encore celui d'un soldat au cours de l'une de ses patrouilles en milieu rural.

Toutefois, la PIRA a recours en priorité aux engins explosifs et autres bombes lors de ses opérations. La plupart sont des EEI, fabriqués de manière artisanale, placés sous des voitures et destinés à en tuer l'occupant. Les insurgés ont également recours à des bombes posées dans des bidons à lait conçues pour faire sauter les véhicules blindés et tuer leurs occupants. Les tirs de mortier sont, en outre, utilisés lorsqu'il s'agit d'atteindre des cibles cachées derrière les hautes barrières érigées par les forces de sécurité. La PIRA a su démontrer son habileté et son ingéniosité dans l'élaboration de ces engins explosifs, causant nombre de dommages, humains et matériels.

L'essentiel de l'arsenal de la PIRA est stocké en République d'Irlande, caché dans des bunkers souterrains, eux-mêmes recouverts par des bâtiments agricoles. Les armes sont acheminées vers le Nord lorsque l'organisation en fait la demande pour des missions spécifiques. Elles sont récupérées par des équipes spéciales à la frontière puis sont transférées à une ASU ou au brigadier qui en font la distribution selon les besoins. Une fois la mission effectuée, les armes utilisées sont ramenées en République d'Irlande. En Irlande du Nord, il existe cependant, quelques petites caches (pouvant contenir quatre ou cinq armes

à feu et des munitions) dans des bâtiments agricoles, des garages, des magasins ou encore dissimulées sous une lame de parquet chez des particuliers.

Les volontaires élargissent leur gamme de contacts pour garantir et sécuriser l'approvisionnement en armes. Ils demandent ainsi le soutien d'autres groupes terroristes européens, en particulier celui de l'*Euskadi ta Askatasuna* (ETA), l'organisation armée basque. Une coopération entre l'ETA et la PIRA se met en place dès le début des années 1970, impliquant des échanges d'armes ainsi que de nombreuses visites entre les leaders des deux organisations⁷⁵. D'autres groupes terroristes européens (d'extrême gauche) mettent la PIRA en contact avec les forces libyennes, notamment avec le chef d'État libyen, le colonel Muammar Khadafi. Par ce biais, la PIRA obtient de nouvelles armes de plus gros calibres comme par exemple, des mitrailleuses lourdes russes, des missiles antiaériens SA-7 et des lance-roquettes RPG-7.

Ainsi la structure organisationnelle de la PIRA évolue d'une structure d'armée conventionnelle vers une organisation en petites cellules terroristes. En outre, s'il existe une structure de commandement véritable, il n'en reste pas moins que dans la pratique il y a peu d'opérations militaires parfaitement préparées par les rebelles. Les actions menées par la PIRA s'apparentent plus à des attaques impulsives perpétrées au gré des opportunités. L'insurrection républicaine est, de fait, souvent perçue comme une simple révolte de paysans, manquant cruellement d'objectifs politiques cohérents⁷⁶. L'organisation paramilitaire possède cependant un atout majeur : elle connaît bien sa communauté et sait

75 Patrick Bishop P., Eamonn Mallie, *The Provisional IRA*, University of Michigan, Heinemann, 1987, p. 308

76 Le mouvement n'emploie que peu d'intellectuels et est principalement mené par de jeunes hommes, pauvres en manque de reconnaissance sociale sans opportunités d'avenir.

parfaitement de quelle manière la contrôler et l'intimider. Elle fonde ses actions sur des griefs communautaires, de tradition, d'aliénation et surtout de haine, sous couvert des préceptes catholiques de souffrance, de sacrifice et de martyr⁷⁷. Ainsi la rébellion bénéficie du soutien de la population catholique locale.

À partir de 1976-1977, la PIRA est capable de mener des attaques sur les bases des forces britanniques. Ses modes d'action et la maîtrise de sa sécurité intérieure s'améliorent et gagnent peu à peu en efficacité. Les stratégies et tactiques déployées ont considérablement évolué au cours du conflit : de naïves, elles deviennent subtiles et sophistiquées⁷⁸. Cette campagne d'attentats terroristes a, par ailleurs, ouvert la voie à un dialogue politique. Elle a, en effet, forcé le gouvernement britannique à entamer les négociations avec les *leaders* du Sinn Fein notamment après les cessez-le-feu d'août 1994 puis de juillet 1997⁷⁹.

77 James C. Dingley, *The IRA: The Irish Republican Army*, *op. cit.*, p. 173.

78 *Idem.*

79 P. Taylor, *Provos, the IRA and Sinn Fein*, *op.cit.*, p. 378.

CHAPITRE 4

LA RÉPONSE DE L'ARMÉE BRITANNIQUE : UNE OPÉRATION DE CONTRE-INSURRECTION (1973-1998)

La réorganisation de la PIRA en organisation terroriste change la dynamique du conflit⁸⁰. Le commandement de l'armée doit revoir sa stratégie initiale dont le but était de s'imposer comme un tiers en déstabilisant la relation entre la PIRA et la communauté catholique. Mais le cabinet de Londres le pousse à agir dans le sens de la lutte antisubversive, voie prônée par certains militaires⁸¹.

4.1 La recherche d'une « solution militaire » efficace (1973-1976)

4.1.1 L'opération *Motorman* : d'une mission de maintien de l'ordre à la contre-insurrection

L'opération *Motorman* porte un coup d'arrêt à la spirale de violence déclenchée trois ans plus tôt. 95 présumés terroristes sont tués en juillet 1972. Au cours des mois précédents, des zones de non-droit ont fleuri dans les quartiers de Belfast et de Derry/Londonderry, d'abord majoritairement catholiques puis également

protestantes. Jusqu'alors les forces armées se sont refusées à toute intervention dans ces zones par peur de causer d'importantes pertes humaines. Après avoir considéré des solutions plus ou moins radicales, le commandement britannique préconise une pénétration massive de ses troupes dans les bastions républicains, ne laissant plus d'autre choix aux rebelles que de se battre ou de se rendre. L'armée pense qu'en agissant ainsi, elle a de meilleures chances de neutraliser durablement les plus extrémistes d'entre eux. Les troupes en place sont bientôt renforcées, plus de 28 000 soldats sont déployés et pas moins de 5 300 UDR avec en soutien des AVF et une troupe d'*Armoured Vehicle Royal Engineers (Armoured Bulldozers)*.

Une annonce officielle pour prévenir de l'opération est faite le 28 juillet 1972, afin de donner aux communautés enclavées, une dernière chance de défaire les barricades. Le 31 juillet 1972, l'opération *Motorman* est lancée, toutes les « zones de non droit » catholiques de Derry/Londonderry et de Belfast sont investies et un quadrillage complet de la province est mis en place, en particulier le long de la frontière avec l'Eire, refuge de la PIRA. L'objectif pour les forces de l'armée régulière est de démanteler la PIRA en investissant les zones où elle se sent en sécurité et d'où elle peut organiser la rébellion sereinement, notamment celles à partir desquelles les volontaires planifient

80 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure », art. cit., p. 11.

81 *Ibid*, p. 8.

les attaques et développent une activité de propagande⁸². L'armée s'attend à des affrontements de forte intensité, toutefois, la stratégie de l'annonce anticipée de l'assaut s'avère payante, évitant ainsi de trop lourdes pertes civiles. L'opération *Motorman* prend fin officiellement le 1^{er} décembre 1972. De manière générale cette opération est un succès. D'un point de vue tactique, elle a réaffirmé la capacité des forces armées britanniques à agir en Irlande du Nord et a su démontrer que l'ordre serait rétabli dans toute la province coûte que coûte. Si les leaders de la PIRA n'ont pas été arrêtés, nombre de volontaires sont faits prisonniers à cette occasion. Il s'agit là d'une défaite majeure pour la PIRA en tant que mouvement d'insurrection. Cette opération reflète également la volonté de l'armée britannique à ne pas se laisser faire par les rebelles⁸³. L'opération *Motorman* marque ainsi un tournant décisif, la mission des forces armées évoluant du simple maintien de l'ordre vers une opération de contre-terrorisme.

4.1.2 Une stratégie militaire complexe à définir

Ainsi, en 1973-1974, l'armée britannique réévalue son discours et le réadapte à la situation en cours sur le théâtre nord-irlandais. Selon l'État-major, il ne faut plus se tromper d'ennemi. Les vrais ennemis sont les groupes paramilitaires extrémistes, la PIRA et les ultra-loyalistes violents et non plus la population catholique des quartiers populaires dans son ensemble. L'armée passe alors d'un discours sur la guerre subversive au profit d'un discours sur le terrorisme⁸⁴. Il semble cependant difficile pour l'État-major de se mettre d'accord sur le choix d'une solution militaire efficace. Il apparaît divisé sur la question de la substitution de l'armée aux forces de police, le désignant

comme une cible de premier choix pour la PIRA. Certains remettent également en cause l'idée de « zonage » et préconisent une nécessaire « individualisation » de l'action en dissociant la PIRA des groupes catholiques. Néanmoins, en 1973, l'armée pense se défaire facilement de la PIRA perçue comme une simple organisation communiste révolutionnaire.

Aux prémices de l'opération *Banner*, l'objectif de l'armée est la mise en application de pratiques de contre-subversion telles que l'infiltration, le jeu sur les médias ou encore la déstabilisation de la base nationaliste. Il est vrai que cette stratégie contre-subversive associée aux techniques d'incarcération via les *Diplock Courts*⁸⁵ aboutit à de nombreuses arrestations ainsi qu'à une réduction du nombre d'attaques à la bombe, de fusillades et d'émeutes. Cependant, la réussite de cette solution militaire demeure relative au regard du nombre important de victimes (morts et blessés) engendrés des deux côtés et du fossé qu'elle a creusé entre les représentants de l'État en Irlande du Nord et les populations catholiques. La lutte contre-subversive est un échec difficile à avouer pour le commandement britannique. Pour le général Frank Kitson, les raisonnements qui poussent l'armée à prendre le chemin de la lutte contre-subversive sont trop simplistes. L'Irlande du Nord est un cas à part, sa proximité géographique empêche la même relation au public que dans les conflits coloniaux. Il milite pour une approche résolument contre-insurrectionnelle (*counterinsurgency*) qui gagne peu à peu du terrain sur le plan de maintien de l'ordre initial. « Scissions provoquées (manipulation), arrestations sélectives, assassinats ciblés (escadrons de la mort), action psychologique, contrôle des populations, apparaissent bientôt dans ce qui est appelé également par l'armée britannique, la *Long War* »⁸⁶.

82 Ministry of Defence, Army Code 71842, *Operation Banner*, op. cit.

83 *Ibid.*

84 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure », art. cit., p. 8.

85 Les *Diplocks Courts* ou régime des tribunaux dits Diplock (d'après le nom de lord Diplock) ont été institués en Irlande du Nord en août 1973 pour juger devant un juge seul une liste d'infractions relevant du terrorisme.

86 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *Les thématiques du C2SD*, SGA, Ministère de la Défense, n°18, janvier 2009, pp. 1-54, p. 31.

Le général Kitson se prononce également en faveur d'un retour de la police en *Front Line*. Il explique qu'il est nécessaire d'avoir une approche globale du conflit. Il s'agit de protéger et de répondre aux attentes de la population et de mettre en place une structure de commandement unique des forces de police et des militaires. Ainsi, le général Kitson développe une conception purement civilo-militaire de la gestion du conflit. Il fait de l'armée une organisation non subordonnée à la police mais qui la coordonne. Selon lui, il faut, avant de lancer toute action contre subversive, centraliser le renseignement, connaître et respecter le cadre légal de la guerre contre-insurrectionnelle. Il soutient la mise en place d'un bureau de liaison permanent entre les services de renseignement de la police et l'armée à défaut d'une organisation unique et propose le développement d'une action psychologique (PSYOPS pour *psychological operations*) pour contrer la propagande ennemie à l'aide de films, de reportages TV dans le but de modifier les perceptions de la population⁸⁷.

Il s'agit aussi de rester dans la légalité afin de ne pas donner raison aux insurgés et de faire un usage minimal de la force. Cependant, face à la menace terroriste, prédomine une forte tentation de sortir de la légalité, la procédure légale étant parfois gênante. En effet, les garanties assurées par la loi aux individus en temps normal ne s'adaptent pas à une situation d'insurrection. Il s'agit pour le gouvernement de modifier la jurisprudence normale par des lois d'urgence et de simplifier les règles de procédure et de déposition. Toutefois, il faut que ces nouvelles lois entrent réellement en vigueur et soient appliquées équitablement. Le recours à la loi étant « quasi-indépassable » dans la culture contre-insurrectionnelle britannique, il assure la légitimation de lois d'exception⁸⁸. Dans ce contexte, la contre-insurrection en Irlande du Nord s'organise autour d'un certain

nombre de lois spéciales, constituant un cadre légal. Celui-ci se développe très tôt, dès 1969 puis en 1971 avec les *Firearms Acts* (lois spéciales concernant les armes à feu, la protection des personnes et la détention d'explosifs en 1970). Des lois spéciales sont également mises en place pour interdire les *sit-ins* et pénaliser la désobéissance civile. Avec le *1973 Act*, ces lois d'exception atteignent leur apogée. La section 10 donne par exemple la possibilité aux membres de la RUC d'arrêter sans mandat toute personne suspectée d'être terroriste, le terrorisme étant défini comme « l'usage de la violence en vue d'instiller la peur dans tout ou partie du public ». Toute personne correspondant à ces critères peut être détenue provisoirement pendant 72 heures avant toute réelle inculpation et accès à un avocat⁸⁹. Les soldats ont également le droit d'arrêter un suspect sans mandat. Ils ont le pouvoir discrétionnaire de questionner et de fouiller des personnes dans la rue, notamment par des contrôles d'identité et de renseignements sur les proches⁹⁰. Aussi, peuvent-ils entrer et fouiller les maisons sans mandat pour rechercher des armes ou des moyens de communication. Grâce à ces dispositifs législatifs exceptionnels, l'armée peut déployer sa stratégie contre-insurrectionnelle. L'armée doit impulser une stratégie acceptée par les autres forces.

4.2 Un système de renseignement renforcé et efficace

L'usage minimal de la force n'est envisageable dans une campagne de contre-insurrection que s'il est compensé par des opérations spéciales et un système de renseignement efficace⁹¹. La contre-insurrection ou contre-terrorisme repose donc essentiellement sur

87 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure », *art. cit.*, p. 9.

88 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 40.

89 Avec le *1996 Northern Ireland Act*, la durée de détention est réduite à 48 heures.

90 Sur la base du *1973 Act* et repris par les Sections 20-6 et 25 du *1996 Northern Ireland Act*.

91 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 41.

l'effectivité des services de renseignement afin d'obtenir les moyens d'identifier l'ennemi, pour le neutraliser ou l'isoler⁹². Selon les conclusions du chef d'État-major en visite en Irlande du Nord en 1971, si le conflit ne se règle pas rapidement cela est essentiellement dû à des services de renseignement inefficaces⁹³. Cela provoque de sérieuses et durables dissensions entre l'armée et la population civile. Les efforts faits en 1972 pour pallier cette insuffisance permettent dès lors la mise en place de bases pour une nouvelle stratégie militaire et un retour progressif de la police au premier plan⁹⁴.

Le système de renseignement mis en place en Irlande du Nord se compose de plusieurs organisations qui s'impliquent dans la guerre contre la PIRA à mesure que le conflit gagne en intensité : les unités de renseignement militaire (environ 20 sont actives entre 1969 et 1983)⁹⁵, les agences de renseignement puis les organisations nationales telles que le M15 et le M16, services de sécurité et services secrets britanniques⁹⁶.

4.2.1 L'application d'une stratégie de « renseignement de bas niveau » (*low grade intelligence*)

L'armée britannique exploite différentes manières de récupérer de l'information. Le général Kitson prend exemple sur Roger Trinquier et développe une stratégie basée

sur trois axes. Le premier concerne le « renseignement de bas niveau » (*low-grade intelligence*), c'est-à-dire la collecte de l'information au plus près de l'ennemi, sur le terrain. Cette approche se situe entre les techniques de renseignement militaire classiques et celles des agences de renseignement. La mise en place de ce type d'approche est particulièrement importante dans la lutte contre des groupes comme la PIRA organisés en structures décentralisées⁹⁷. Les premières sources d'information proviennent des observations et des interactions directes entre les forces armées et la population locale. Le général Kitson part, en effet, du principe que chaque soldat est un capteur potentiel, l'approche du « renseignement de bas niveau » compte ainsi sur les yeux et les oreilles de la force dans son ensemble⁹⁸. Les terroristes étant cachés au sein même de la population civile, il s'agit de cette façon de les identifier plus facilement. Les soldats doivent donc se familiariser avec le terrain afin de détecter toute action anormale ou suspecte, c'est pourquoi des patrouilles à pieds sont effectuées quotidiennement. De fait, la collecte d'information est réalisée par les hommes du rang qui écoutent les conversations dans les rues⁹⁹. Les patrouilles à pied permettent l'établissement de contacts avec la population civile afin « d'obtenir des informations au cours de discussions en apparence banales »¹⁰⁰. En vaquant à leurs activités quotidiennes, les populations civiles ont souvent accès à des informations de premier ordre, qu'elles voient ou entendent sans s'en rendre forcément compte. La nature de l'interaction entre un soldat et un citoyen peut être déterminante pour la suite des opérations¹⁰¹. A leur retour, les soldats subissent un *débriefing* avec un officier de renseignement. Il s'agit rarement

92 Brian Jackson, "Counterinsurgency Intelligence in a 'Long War': The British experience in Northern Ireland", *Military Review*, January-February 2007, p.74-84, p. 74 et Michael Kirk-Smith; James C. Dingley, "Countering terrorism in Northern Ireland: the Role of Intelligence" *Small wars and Insurgencies*, September-December 2009, n°3 et 4, vol. 20, p. 551.

93 Brian Jackson, "Counterinsurgency Intelligence in a 'Long War'", art. cit., p. 75.

94 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, « Militaires et sécurité intérieure : l'Irlande du Nord comme métaphore », *Culture et Conflits*, 56, Hiver 2004, p. 483.

95 Brian Jackson, "Counterinsurgency Intelligence in a 'Long War'", art. cit., p. 76.

96 *Idem*, p. 75.

97 *Ibid*, p. 76.

98 *Ibid*, p. 77.

99 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, « Militaires et sécurité intérieure », art. cit., p. 488.

100 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », art. cit., p. 45.

101 Brian Jackson, "Counterinsurgency Intelligence in a 'Long War'", art. cit., p. 79.

de données sensibles mais plutôt d'un « renseignement d'ambiance » qui permet aux forces armées britanniques de « rester en contact permanent avec le centre de gravité insurrectionnel qui reste encore et toujours la population »¹⁰².

4.2.2 Les unités spécialisées et les opérations spéciales

Le second axe de la stratégie proposée par le général Kitson réside dans la planification d'opérations spéciales. Des *check points* sont établis afin de contrôler les véhicules et les individus. L'armée conduit également de fréquentes fouilles des maisons, 36 617 fouilles ont lieu en 1972 contre 17 262 en 1971. Ces techniques impopulaires s'intensifient pourtant dans les années 1970, et chaque maison est soumise à enquête. L'objectif étant de repérer toutes les activités inhabituelles comme les visites de *leaders* de la PIRA en provenance d'autres zones¹⁰³. Le recueil d'information le plus important est effectué par la *Military Reconnaissance Force*, des soldats en uniforme récoltant de l'information ainsi que par les *Freds*, des anciens combattants de l'IRA soumis à l'armée. Le personnel des services de renseignement, en excluant le M15 et le M16, se compose d'environ 500 personnes. Chaque bataillon est pourvu d'une section « renseignement ».

Les opérations plus complexes sont menées par des unités spécialisées notamment dans l'acquisition de renseignement opérationnel. La structure principale des services de renseignement de l'armée britannique s'appelle l'*Intelligence Corps* dont l'unité la plus célèbre est la *14th Intelligence Company* aussi surnommée la « Det » (*Detachment*)¹⁰⁴. En novembre 1972,

l'armée forme la *Special Reconnaissance Unit* (SRU). La SRU est composée de 120 personnes opérationnelles après 8 semaines de sélection et d'entraînement par le *22^e Air Service Regiment*. Ces unités sont en charge de produire des rapports décrivant la structure de l'IRA, son modus operandi, ses tactiques. Ils percent peu à peu à jour l'organisation de la PIRA¹⁰⁵. Ces rapports sont, par ailleurs, très utiles pour informer les soldats sur les tactiques utilisées par l'IRA. Ils donnent, en effet, les indicateurs d'une attaque imminente, à savoir, une rue soudainement déserte, une foule qui d'un coup se disperse, une fenêtre ouverte ou un rideau à moitié baissé pouvant laisser penser à la présence d'un *sniper*¹⁰⁶.

Les unités spéciales réalisent des opérations spéciales et des opérations clandestines impliquant notamment l'infiltration de leur personnel au sein du groupe d'insurgés¹⁰⁷. Le cas des unités du renseignement militaire britanniques est spécifique puisque les agents peuvent opérer en civil à l'instar des agents civils du renseignement extérieur. Il existe deux principales pratiques : l'infiltration et le retournement qui consiste en la récupération d'un membre de la PIRA à la cause loyaliste. L'organisme responsable de ces opérations est la *Force Research Unit* (FRU)¹⁰⁸. Les infiltrés ont deux missions principales que sont le recueil de renseignement opérationnel et la mise en place d'actions psychologiques afin d'intoxiquer

102 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 45.

103 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, « Militaires et sécurité intérieure », *art. cit.*, p. 488.

104 Fondu en 2005, une nouvelle unité, le *Special Reconnaissance Regiment* (SRR) est créée par le secrétaire d'Etat à la Défense, Geoff Hoon. Le SRR procure notamment du renseignement opérationnel aux forces spéciales du *Special Air Service* (SAS) et *Special Boat Service* (SBS).

105 Didier Bigot, Emmanuel-Pierre Guittet, « Militaires et sécurité intérieure », *art. cit.*, p. 490.

106 Les assauts de sniper peuvent provenir d'un « yobo » tireur inexpérimenté qui agit sans plan préalable, ou plus dangereusement d'un expert. Ils tirent sur les troupes depuis des appartements très en hauteur.

107 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 46.

108 Il existe un émiettement institutionnel des unités spéciales qui permet le brouillage organisationnel garantissant le secret lié à ces activités.

l'adversaire. En 2006, le journal *The Atlantic Monthly* révèle que le responsable du contre-espionnage et de la sécurité intérieure de la PIRA, Frederic Scapaticci, est en fait un agent retourné de la FRU, qui le connaît sous le nom de code *Stakeknife*¹⁰⁹. De la même manière, Dennis Donaldson, membre de la première heure de l'IRA et mythique dirigeant du *Sinn Féin* qui participe notamment aux grèves de la faim dans les années 1980, est en fait employé par la *Special Branch*¹¹⁰.

Le troisième axe de la stratégie développée par le général Kitson concerne l'emploi de moyens techniques sophistiqués. En effet, lorsque les forces armées déploient de larges efforts en matière de renseignement (observation directe, collectes d'informations menées individuellement par les soldats, etc.), elles sont soumises à des risques inhérents à leurs activités. Aussi, elles doivent être appuyées par des moyens techniques importants et significatifs. Des capacités techniques sont donc utilisées comme moyen alternatif ou complémentaire pour récolter de l'information¹¹¹. Notamment des outils traditionnels comme des capteurs aéroportés avec vidéo en temps réel, des dispositifs photographiques sophistiqués et des systèmes de détection infrarouge. Les dispositifs d'écoute, les caméras cachées, les détecteurs de mouvements ainsi que des dispositifs permettant d'intercepter les communications ont également joué un rôle important dans la lutte contre la PIRA. La majorité de ces dispositifs sont déployés au cœur de zones sensibles ou présentant un intérêt majeur, comme cela a été le cas, le long de la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Le renseignement d'origine image (ou ROIM) est particulièrement important car il permet d'identifier les suspects d'après des

photographies puis de les utiliser afin d'identifier leurs associés. C'est un élément-clé dans la constitution des dossiers qui permet aussi d'identifier des personnes de leur entourage pouvant être recrutés en tant qu'agents pour l'armée.

La mise en place d'un tel système de renseignement apporte aux forces armées de précieuses informations. Ainsi, à la suite de l'échec de la politique d'internement initiée en 1971 en raison des renseignements erronés dont l'armée dispose, « pratiquement toutes les opérations en Irlande du Nord, [sont] vers la fin, fondées sur le renseignement. Il arrivait souvent qu'on laissât s'échapper des terroristes ou qu'on annulât des opérations lorsque les renseignements disponibles ne permettaient pas de justifier un engagement pouvant mener à un emploi létal de la force »¹¹². Grâce aux opérations menées par les services de renseignement, juste avant le Processus de Paix (*Peace Process*), plus de 40 % des membres de la PIRA sont en prison et plus de 70 % des opérations engagées par le groupe terroriste ont avorté¹¹³.

4.3 La bataille pour gagner « le cœur et les esprits »

Selon le manuel du ministère de la Défense britannique sur les opérations de contre-insurrection, la population civile représente le centre de gravité de la guerre contre-insurrectionnelle. De fait, si les forces armées obtiennent un soutien clair de la population, la victoire totale contre les insurgés est rendue possible¹¹⁴. L'armée britannique est ainsi dans l'optique de la guerre des idées. Il s'agit

109 Teague M., « Double Blind. The untold story of how British Intelligence infiltrated and undermined the IRA », *The Atlantic Monthly*, avril 2006.

110 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 46.

111 Brian Jackson, « Counterinsurgency Intelligence in a 'Long War' », *art. cit.*, p. 80.

112 Garfield, A., *Succeeding in Phase IV: British perspective on the U.S. Effort to Stabilize and Reconstruct Iraq*, Foreign Policy Research Institute, septembre 2006.

113 General Dynamics UK Research Foundation, *Capturing the Lessons of Northern Ireland*, Reading University, 30 janvier 2013.

114 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner*, *op. cit.*

de lutter contre la subversion politique plutôt que contre les insurgés eux-mêmes. Cette idée vient du général Templar, qui, lors de la campagne de Malaisie pense à mettre en place des actions permettant de gagner « le cœur et les esprits » (*hearts and minds*) des populations civiles locales.

4.3.1 L'action psychologique

Après le *Bloody Sunday* (30 janvier 1972), événement majeur qui marque la défaite de la communication de l'armée britannique, les forces comprennent la nécessité de la prendre désormais en compte. L'objectif est clair, il s'agit de discréditer les actions terroristes menées par la PIRA auprès de la population, particulièrement auprès de la communauté catholique. Le concept de gagner « le cœur et les esprits » semble flou, toutefois il fait allusion de manière plus ou moins déguisée à une forme de propagande¹¹⁵ et à l'action psychologique¹¹⁶. Pour l'armée britannique, l'Irlande du Nord a été un laboratoire d'expérimentation d'action psychologique (PSYOPS).

Sur le théâtre nord-irlandais, deux types de propagande sont employées. Tout d'abord, une propagande dite « blanche » qui vise à promouvoir les actions du gouvernement britannique auprès de la communauté catholique. On la retrouve sous la forme d'affiches, de tracts ou encore de journaux financés par le gouvernement britannique. Elle permet « de ne pas laisser champ libre à l'insurgé pour développer son argumentaire »¹¹⁷. Néanmoins, la propagande « blanche » ne démontre que peu d'efficacité lorsqu'elle s'adresse à l'opinion publique britannique elle-même. Ainsi, un autre type de propagande s'ajoute en complément. La propagande « noire » (*black propaganda*

ou *deceptive propaganda*) est utilisée dans le but de discréditer certains membres de l'organisation terroriste. D'anciens volontaires de la PIRA sont, dès lors, retournés par l'armée pour écrire des articles destinés à salir l'organisation et ses membres les plus éminents. En témoigne, le cas de Marie McGuire, ancienne combattante de la PIRA retournée par les forces armées britanniques qui publie des articles afin notamment de discréditer Sean Mac Stiofain. Ces opérations sont menées par le centre de propagande de l'armée basé à Lisburn.

Plus généralement, les forces britanniques comprennent l'importance de maîtriser la presse. En effet, si les théâtres d'opérations précédents, tels que la Malaisie ou le Kenya étaient géographiquement éloignés, l'Irlande du Nord fait partie intégrante du Royaume-Uni. Elle est l'objet d'une très forte médiatisation dès le début du conflit. Après quelques erreurs, le gouvernement décide de mener une politique de contrôle médiatique. Il fait alors pression sur les médias. Par exemple, l'*Independent Broadcasting Authority* (IBA) qui contrôle de nombreuses chaînes, dont la BBC, a conclu un pacte avec le cabinet de Londres concernant la situation en Irlande du Nord. Ils conviennent de ne jamais parler de l'ennemi¹¹⁸.

Cette stratégie de conquête « du cœur et des esprits » se manifeste également par ce que les Britanniques appelle la politique du *Good Government*¹¹⁹. Selon le manuel des opérations terrestres de l'armée britannique (*Army Land Operations Manual*), les forces en présence doivent organiser et participer à des événements sportifs et civils locaux. En moins de trois mois de présence sur le

115 Si le terme est banni des armées contemporaines, la propagande est centrale dans toute stratégie contre-insurrectionnelle.

116 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 31.

117 *Idem*, p. 32.

118 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 33.

119 Paul Dixon, "Hearts and Minds"? British counter-insurgency strategy in Northern Ireland", *The Journal of Strategic Studies, Special issue: 'Hearts and Minds', British counter-insurgency from Malaya to Irak*, June 2009, n°3 vol. 32, p. 447.

théâtre nord-irlandais, l'armée entame son « offensive » psychologique. Elle met en place un certain nombre d'initiatives, de projets civils locaux, comme par exemple la création de clubs jeunes mixtes/intercommunautaires (*Bisectarian Youth Clubs*) ainsi que la construction d'infrastructures sportives, ou encore l'organisation de bals, de randonnées, et des services de repas à domicile pour les personnes âgées. De plus, les forces armées sont fortement encouragées à faire preuve de gentillesse à l'égard de la population en étant courtoises, en aidant les individus dans leur vie quotidienne ou encore en montrant de la gentillesse envers les enfants et les personnes âgées. Des officiers chargés de faire le lien avec les communautés, les Community liaison officers, sont ainsi déployés dans les rues de Belfast et de Derry/Londonderry avec pour mission d'améliorer les relations avec les populations civiles¹²⁰.

4.3.2 Le retour de la police au premier plan : le processus d' « Ulstérisation » 1976-1998

En outre, les forces britanniques comptent gagner le soutien des populations civiles locales en les impliquant sur le terrain. La coopération entre l'armée et la police est, en effet, centrale pour la victoire¹²¹. L'occupation permanente d'un territoire étant contraire aux normes internationales, la coopération avec la police semble être la seule voie possible pour sortir de la crise. L'*internment* et la *Direct Rule* sont abandonnés en 1975 sans avoir donné les résultats escomptés. Aussi, en 1976, l'amélioration relative de la situation, notamment avec la raréfaction des manifestations de masse et des affrontements armés, permet de redonner la primauté à une police restructurée et à l'UDR. Le chef de la RUC prend la direction des opérations et la province

est découpée en zones réservées à la police, à l'armée et à la police appuyée par l'armée. Le but affiché est de redonner à la police son rôle de leader dans la gestion de la sécurité intérieure afin d'impliquer plus efficacement les acteurs locaux. Si en 1970, les forces armées britanniques dépassent largement en nombre les forces recrutées au niveau local, en 1976, le total des forces locales (la RUC, la réserve de la RUC et l'UDR) est plus important que les forces de l'armée régulière déployées sur le théâtre d'opération. Contrairement à l'armée, la police vivant sur place doit déployer une action sur le long terme en tentant de développer une relation de confiance avec les communautés locales. Ce transfert d'autorité n'avance toutefois pas sans réticences ni problèmes. Du fait d'un manque de confiance entre l'Armée britannique et la police d'Irlande du Nord, le travail de coordination est rendu complexe.

Pourtant, cette coopération est essentielle et doit s'effectuer sur deux niveaux. Tout d'abord, au niveau des différentes structures entre lesquelles il faut mettre en place une coopération. Puis, au niveau des individus où il s'agit d'établir une relation de confiance entre policiers et soldats. En réalité, le rapprochement réel entre l'armée et la police est très difficile à réaliser puisque, depuis longtemps, les deux structures fonctionnent de manière autonome voire même parfois de façon contradictoire notamment en matière de renseignement.

Néanmoins, avec le processus dit d' « Ulstérisation », la mission de l'armée évolue vers une mission de soutien de la RUC pour défaire le terrorisme¹²². Cela permet en outre aux forces armées britanniques de recentrer leurs activités sur la surveillance et sur les opérations secrètes. Ce processus d'« Ulstérisation » libère ainsi peu à peu

120 *Ibid*, p. 464.

121 General Dynamics UK Research Foundation, *Capturing the Lessons of Northern Ireland*, op.cit., p. 6.

122 The military if required, will act in support of the Police Service of Northern Ireland".

l'armée de son « rôle ingrat et dangereux du maintien de l'ordre »¹²³. De la même manière, en replaçant la police au premier plan et en faisant en sorte que cela soit un succès politique, l'armée peut commencer à réduire le nombre de troupes régulières déployées sur le théâtre nord-irlandais.

Tous ces efforts s'appuyant sur une organisation du renseignement enfin efficace et sur le désarroi d'une population de plus en plus horrifiée par les attentats aveugles (près de 200 civils tués en 1975) permettent finalement à l'armée de prendre l'ascendant sur la PIRA vers 1976-1977. Si le terme de contre-insurrection n'a jamais été officiellement employé, puisque cette notion renvoie généralement aux guerres coloniales¹²⁴, il ne fait pourtant aucun doute que les opérations menées par l'armée britannique sur le théâtre nord-irlandais sont des opérations de contre-insurrection comme le prouve le rapport officiel du *Ministry of Defence* sur l'opération *Banner*¹²⁵.

123 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure », *art. cit.*, p. 488

124 Cela pose des problèmes politiques vis-à-vis d'opérations situés sur le territoire national. D'autant plus que la PIRA cherche justement à justifier ces actions en présentant le conflit comme une guerre coloniale.

125 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 49.

CHAPITRE 5

The Long War (1969-1998)

Le conflit entre alors dans une phase d'endurance de vingt ans. L'armée riposte durement aux attaques de la PIRA avec des opérations très ciblées (huit activistes abattus en mai 1987 à Loughall) et réussit à contenir la violence à un niveau « acceptable » en attendant l'arrivée de solutions politiques. L'armée développe, pour atteindre ses objectifs stratégiques, un panel extrêmement sophistiqué d'opérations tactiques variées.

5.1 Organisation et déploiement de l'armée régulière

5.1.1 Le déploiement de l'armée régulière sur le théâtre nord-irlandais

Au début de l'opération *Banner*¹²⁶, l'organisation de l'armée est la même depuis des décennies. Les Britanniques ont toujours eu des garnisons en Irlande mais, à partir de 1922, seules celles d'Irlande du Nord sont conservées. L'état-major d'Irlande du Nord est basé à Lisburn, une ville proche de Belfast. À des fins opérationnelles, la province est divisée en deux zones. La brigade 39 basée à Belfast couvre l'est de la province et la brigade 8 basée à Derry/Londonderry couvre l'ouest. Une brigade supplémentaire est

basée à Portadown ; elle est responsable des régions frontalières de la République d'Irlande tout au long des *Troubles*. Les brigades sont composées d'un nombre variable de bataillons d'infanterie, au moins deux ou trois, généralement au regard de l'importance de la menace¹²⁷. À partir de l'instauration de la *Direct Rule*, les forces britanniques sont portées à 17 000 hommes auxquels il faut ajouter les 9 000 réservistes nord-irlandais de l'*Ulster Defence Regiment* (UDR).

- 28 000 soldats déployés au plus fort des « Troubles » en 1972
- 300 000 membres de l'armée régulière ont été engagés tout au long de la campagne
- 10 000 soldats déployés dans les rues de Belfast et Londonderry¹²⁸.



Illustration 11 : Le déploiement des troupes à Derry/LondonDerry en 1970. Source : © Ministry of Defence

126 Marine Lainé, « L'Opération Banner. L'armée de terre britannique en Irlande du Nord, 1969-2007 », *Lettre du Retex-Recherche* n°3, octobre 2013, 5 pages [en ligne sur le site du CDEF, rubrique Publications].

127 James C. Dingley, *Combatting Terrorism in Northern Ireland*, Routledge, 1998.

128 Ministry of Defence, Army Code 71842, *Operation Banner*, op. cit.

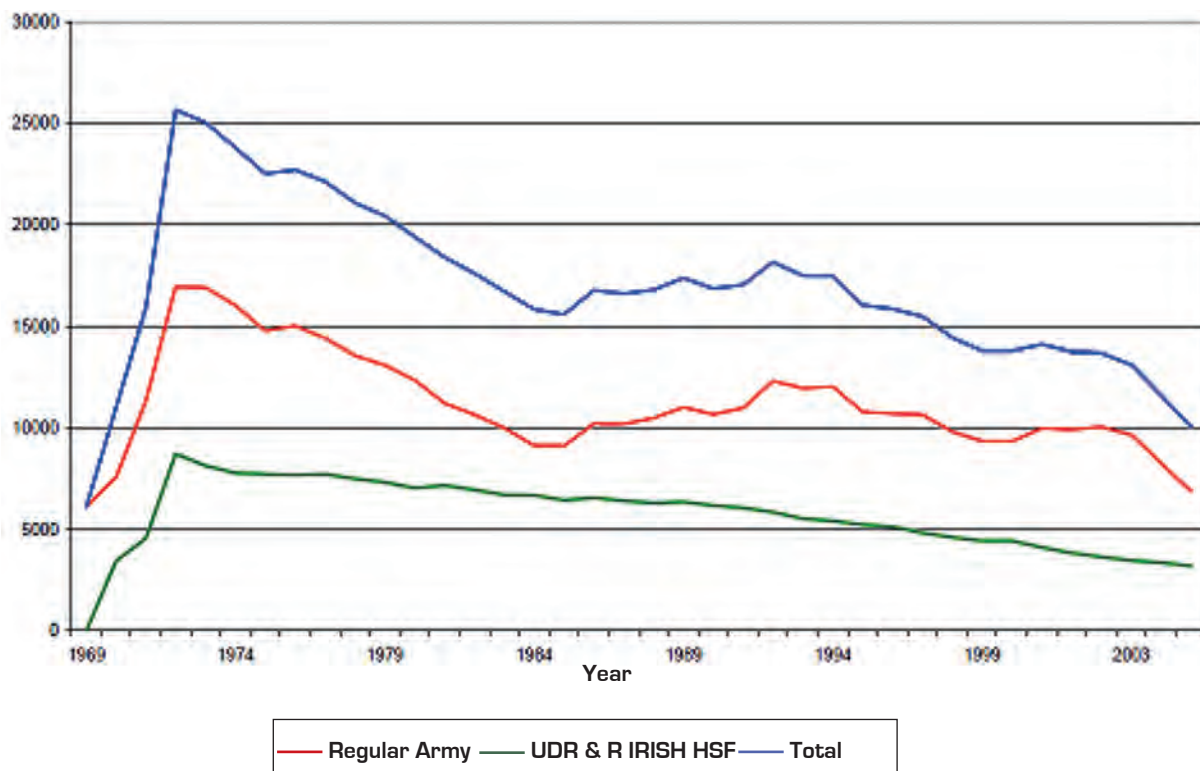


Illustration 12 : Graphique du déploiement total des forces de l'armée régulière.
 Source © Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner, op. cit.*

Ce graphique met en avant le déploiement total des forces de l'armée régulière. Même s'il ne prend pas en compte les missions de court terme, comme par exemple l'implication du *Spearhead Battalion* ou les opérations *Glasscutter* et *Motorman*, il permet de comprendre qu'à leur acmé, les forces de sécurité en Irlande du Nord ont dépassé les 30 000 hommes pour une population locale d'un million et demi¹²⁹.

5.1.2 L'armée de terre sous tension

Au début des années 1970, l'armée de terre britannique est soumise à une très forte tension. Ses effectifs sont alors de 155 000 hommes dont environ 10 % sont

en permanence en Irlande du Nord. Mais comme elle entretient aussi un corps d'armée complet en Allemagne et que certaines unités comme les Gurkhas ou les bataillons irlandais (jusqu'en 1992) ne sont pas envoyés en Ulster, la pression est forte et lourde sur les bataillons stationnés au Royaume-Uni et particulièrement les bataillons d'infanterie¹³⁰. Pour y faire face, le nombre de bataillons permanents passe de trois à six (pour deux ans de présence) tandis que les séjours des unités tournantes sont étendus de quatre à six mois. Les bataillons d'infanterie sont ensuite renforcés de bataillons de marche issus de toutes les armes et même de la *Royal Air Force*. Tous cela désorganise les grandes unités, d'autant plus qu'à l'intérieur même des bataillons certaines cellules, comme le renseignement, font des séjours décalés et plus longs que ceux des unités de combat.

129 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 36.

130 Entre 1989 et 1992, par exemple, l'un d'entre eux effectue quatre missions en Irlande.

Dans un contexte géopolitique où le Pacte de Varsovie représente une menace majeure, les compétences tactiques nécessaires aux combats de haute intensité déclinent dangereusement d'autant plus que les réengagements chutent, que le budget est grevé par le surcoût de l'opération en Irlande (environ 20 000 euros par homme déployé) et par les incitations financières nécessaires pour compenser un recrutement en grande difficulté. Pendant plus de dix ans, la *British Army on the Rhine* (BAOR), fer de lance de l'armée de terre, ne fait plus d'exercice à grande échelle.

5.2 La conduite tactique des opérations sur le théâtre nord-irlandais : contrer une rébellion fluide et évolutive par l'emploi d'un large panel de moyens

5.2.1 Opérations terrestres : contre-insurrection, contre-terrorisme et maintien de l'ordre

La conduite des opérations tactiques au cours de l'opération *Banner* peut être facilement divisée entre des opérations de contre-insurrection ou contre-terrorisme et des opérations de maintien de l'ordre public de la province. Les forces engagées lors des opérations terrestres doivent s'adapter à un milieu urbain hostile et aux tactiques développées par la PIRA (*snipers*, EEI). Elles développent ainsi des tactiques spécifiques à ce milieu, mettant en place des postes de surveillance en zone urbaine (des tours d'observation), des *check-points* ou encore différents types de patrouilles.

Des « opérations cadre » (*framework operations*), activités de routine menées par les forces de l'armée régulière, se développent dès le milieu des années 1970. Elles incluent la

mise en place de *check points*, des patrouilles de routine, mais également des fouilles, notamment de maisons. L'armée régulière met en place des tactiques issues de précédents théâtres d'opération, comme par exemple celui d'Aden, qui a notamment démontré l'intérêt de mettre en place des *check points* mobiles. Cette tactique est massivement importée en Irlande du Nord afin de contrôler le maximum de véhicules civils.

Les *check points* mobiles permettent d'arrêter beaucoup plus de suspects et d'intercepter plus de matériel que les *check points* fixes. Ceux-ci n'ont une durée de vie que de quelques heures, après le passage de quelques véhicules, ils sont déplacés afin d'éviter les attaques terroristes. Toutefois, des *check points* fixes sont aussi positionnés dans la province. Ces derniers deviennent rapidement des cibles de choix pour les membres de la PIRA qui les attaquent régulièrement. En témoigne l'attaque du *check point* fixe de Derryard en 1989, ainsi que celle du *check point* fixe sur la route de Buncrana en 1990.

L'armée britannique organise également des patrouilles de routine. Dès les premiers temps de la campagne, celles-ci connaissent d'importantes évolutions tactiques. La patrouille type, en une ou deux colonnes, est très rapidement abandonnée. L'armée se rend compte, en effet, qu'elle n'est pas la réponse à adopter en Irlande du Nord. En zone urbaine, ce type de patrouille est plus vulnérable, plus facilement soumise aux assauts d'un tireur embusqué. Aussi, l'armée met-elle en place un nouveau type de patrouille, le *parallel patrolling*, qui consiste à positionner deux groupes de soldats le long de deux routes ou rues parallèles. Cela désoriente le tireur ennemi, puisque celui-ci ne sait pas où se trouve le second groupe qu'il n'a pas en vue. Il lui est donc plus difficile d'agir et de fuir rapidement. Toutefois, la PIRA s'adapte facilement à cette nouvelle tactique développée par l'armée britannique et met ainsi en place des opérations de reconnaissance et d'observation, appelées communément *dicking*, qui limitent l'efficacité de ce type de patrouille.

L'armée imagine alors une nouvelle tactique de patrouille, le *multiple patrolling* ou position aléatoire qui consiste à déployer un certain nombre d'équipes sur le terrain, le plus souvent quatre équipes composées de quatre hommes qui se déplacent dans des rues différentes. Ce type de patrouille devient un standard tactique en Irlande du Nord. La position aléatoire des forces rend ainsi la *dicking* difficile et en limite considérablement l'efficacité. L'incertitude sur les itinéraires empruntés et le nombre d'équipes engagées par l'armée désoriente l'ennemi. Cette tactique est bénéfique sur deux plans. Elle permet de limiter le nombre de victimes au sein des forces dans un premier temps puis sur le plus long terme elle dissuade l'ennemi de perpétrer des attaques contre les soldats en patrouille. Si, cette tactique est efficace, elle n'est pas exempte d'importantes erreurs lors de sa mise en pratique. Au début des années 1980, un soldat est tué lors d'une patrouille de routine. Un rapport met alors en évidence que certaines patrouilles ont emprunté la même route avec la même formation plusieurs jours de suite. En effet, il apparaît qu'au sein de la patrouille, les équipes ont développé l'habitude de se suivre dans la même rue avec une formation appelée *duck patrol*. Cela a pour conséquence de rendre l'équipe arrière plus vulnérable, le soldat tué lors de l'attaque faisait partie de cette dernière équipe¹³¹.

Ainsi, la PIRA est capable d'attendre des semaines afin de repérer les habitudes des patrouilles. Dès qu'une habitude est identifiée et vérifiée, l'organisation terroriste peut monter une attaque. C'est pourquoi, dans la pratique, l'armée évite de mettre en place un modèle de patrouille préétabli. Il s'agit de l'un des aspects tactiques majeurs de la campagne nord-irlandaise. Les positions aléatoires en milieu urbain comme en milieu rural permettent de sauver des vies et sont une force considérable de dissuasion.

131 Exemple utilisé pendant longtemps lors des réunions de la *Northern Ireland Raining Advisory Team*.

Différents véhicules sont engagés dans les opérations. Au début de l'opération *Banner*, le transport des troupes est assuré par des *Humber 1-ton Armoured Personnel Carriers* (APC), aussi appelés *pigs*, vite remplacés par des *landrovers* blindés. Ces véhicules blindés sont essentiels pour permettre le mouvement rapide des troupes et sont donc très souvent utilisés lors des patrouilles. Ils renforcent l'imprévisibilité des mouvements de patrouilles. Toutefois, engagés seuls en opération, ils restent vulnérables du fait de leur isolement.

De la même manière, les fouilles sont une activité de routine pour les forces britanniques engagées en Irlande du Nord. Au début de l'opération *Banner*, elles représentent une part majeure des opérations cadre menées par les forces armées. Étant surtout un moyen d'insécuriser les familles suspectées d'être acquises à la PIRA, elles ont lieu de manière très répétitive¹³². Cette pratique est largement impopulaire du fait de la violation de l'intimité et parfois en raison des dommages causés par les militaires. Au cours du conflit, les forces armées recentrent peu à peu les opérations de fouilles en se focalisant essentiellement sur les habitations de la communauté catholique, en grande partie parce qu'il y a plus de suspects républicains que de loyalistes. Même si ces opérations tactiques sont mal vues par la population catholique, elles sont nécessaires pour débusquer les caches, lutter contre le trafic d'armes et d'explosifs. Les techniques de fouilles ainsi que l'équipement alloué à cette pratique évoluent considérablement dans les années 1980. Les fouilles systématiques des maisons limitent ainsi l'approvisionnement en armes et en équipement, gênent la capacité opérationnelle de l'ennemi¹³³. Malgré une baisse de ce type d'activité, il semble indispensable pour les militaires de le conserver.

132 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure », *art. cit.*, p. 10.

133 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner*, *op. cit.*

L'armée britannique conduit également des fouilles, beaucoup plus dangereuses, dans des maisons inoccupées. En effet, la PIRA réalise rapidement que le piégeage des maisons abandonnées à l'aide d'EEI est un excellent moyen d'attaquer les forces armées britanniques en limitant les risques d'atteinte à la population civile. Les fouilles dans des habitations inoccupées conduisent l'armée britannique à développer la recherche de moyens techniques pour faire face à ces

situations à haut-risque. Ces recherches sont conduites par les *Royal Engineer Search Teams* (REST). Il devient alors normal au sein de chaque compagnie de former un conseiller en recherche technique entouré d'une équipe de spécialistes capables de démanteler les EEI. De la même manière chaque bataillon dispose d'une unité de recherche. Dès que la présence d'un EEI est confirmée, un membre des REST est appelé¹³⁴.



Illustration 13 : Le poste d'observation de *Divis Flats* dominant Belfast.
Source: © *Ministry of Defence*

134 *Idem.*



Illustration 14 : Le poste d'observation de Crossmaglen Square. Source © The Belfast Telegraph

De nombreux postes d'observation sont installés dès le début de la campagne afin de protéger les autres installations militaires mais également dans le but de récolter du renseignement. Il existe notamment des postes d'observation permanents et connus de tous, comme par exemple, le célèbre poste installé en haut du plus grand immeuble de Belfast, *Divis Flat* ou encore celui de *Market Square* à Crossmaglen.

Des postes d'observation secrets (*Covert OPs*) sont par ailleurs établis, notamment près de la frontière, dès le début du conflit. Toutefois, ils perdent en efficacité rapidement et sont facilement repérés par les membres de la PIRA. Dans les années 1980, l'armée décide de mettre en place des postes d'observation permanents en haut des collines du *South Armagh* : les *High Romeos* dans la zone de *Forkill* pendant l'opération *Condor* puis les *Golf Towers* (G1, G20) aux alentours de Crossmaglen lors de l'opération *Entirety*. Les tours sont occupées par des hommes recrutés

dans le *Armagh Roulement Battalion* (ARB) et offrent une protection contre les tirs ennemis 24/24 heures. De plus, elles permettent l'utilisation d'un équipement de surveillance très sophistiqué, comme par exemple, des jumelles *Super-Nikon* et des radars *MSTAR*. Ces postes d'observation placés en hauteur garantissent une bonne couverture du réseau de communication, leurs situations offrant de très bons emplacements pour les antennes mais également la surveillance d'une large zone. Enfin, les tours d'observation transmettent des informations aux hélicoptères opérant sur les zones qu'elles surveillent, ainsi qu'aux troupes en patrouille. Les postes d'observation sont, eux aussi, impopulaires auprès de la population locale, notamment la communauté catholique qui les voit comme un signe net de l'« occupation » de la province par les Britanniques¹³⁵.

135 *Idem*.

5.2.2 Les autres opérations et l'environnement électromagnétique

D'autres types d'opérations sont menées sur le théâtre nord-irlandais, des opérations maritimes, aériennes sont conduites et un important environnement électromagnétique est mis en place.

- Les opérations maritimes

Dès le mois d'octobre 1969, des dragueurs de mines côtiers sont employés par la *Royal Navy* dans le cadre d'opérations de sécurité maritime. Ils sont en charge de l'interception des bateaux qui transportent des armes ou des combattants ennemis. Au début de l'opération *Banner*, les patrouilles en mer ne sont qu'épisodiques, après l'instauration de la *Direct Rule*, l'établissement d'une patrouille côtière permanente est décrétée. Celle-ci est soutenue par des hélicoptères *Sea King* basés à Prestwick en Écosse. En 1977, un détachement de *Wessex V* est déployé en

soutien et des hélicoptères *Lynx Flights* sont mis à la disposition des autorités de Marine. Ces derniers ont pour rôle de récolter de l'information sur les activités ayant lieu au-delà des eaux territoriales et servent ainsi d'appui à la patrouille. De la même manière, à partir de 1975, des sous-marins sont employés en soutien aux opérations de sécurité maritimes. L'efficacité opérationnelle sur la mer est renforcée par la présence de navires de la *Royal Naval Reserve*.

En 1972, dans le cadre des opérations *Motorman* et *Glasscutter*, des bâtiments militaires de transport de chalands de débarquement (navires de débarquement) sont déployés en soutien, le HMS *Intrepid* et le HMS *Fearless*. Le HMS *Fearless* transporte plus de 4 000 hommes et pas moins de 200 véhicules blindés en Irlande du Nord et le HMS *Intrepid* assure la liaison et le transport de personnels et d'équipement entre Portland et Belfast. L'action de la *Royal Navy* a été centrale dans le succès de l'opération *Motorman*, notamment en raison de sa capacité à transporter une grande partie des troupes terrestres sur le théâtre d'opération¹³⁶.



Illustration 15 : Le HMS Fearless. Source © Ministry of Defence

¹³⁶ *Idem*.



Illustration 16 : Opérations à Loch Foyle, 2001. Source © Ministry of Defence

- Les opérations aériennes

La contribution de l'armée de l'air à l'opération *Banner* a été, de la même manière, extrêmement bénéfique. L'opération *Banner* peut, à ce titre, être qualifiée de campagne intégrée air/terre. Les hélicoptères de l'*Army Air Corps* (AAC) comptabilisent le plus grand nombre d'heures de vol, notamment des hélicoptères Scout et Sioux au début de la campagne puis Gazelle et Lynx par la suite. Les hélicoptères Scout et Sioux mènent des opérations de reconnaissance et de surveillance, notamment dans le cadre de la protection des troupes en patrouille au sol. L'hélicoptère Lynx est introduit en 1979 ; il assure un mouvement plus rapide des petites unités tactiques. Au début des années 1990, le Lynx est équipé de GPM (*general-purpose*

machine guns), ces hélicoptères opèrent la plupart du temps par deux afin de couvrir la plus grande surface possible. Cette manœuvre tactique est connue sous le nom d'*Eagle patrols*, il s'agit du modèle tactique utilisé dans la plupart des opérations-cadre. Toutefois, des RAF *support helicopters* (SH), tels que les *Wessex*, puis les *Pumas* et enfin quelques *Chinooks*, donnent aux forces armées britanniques, un avantage considérable en termes de mobilité opérationnelle. Ils font partie dans un premier temps du *No. 72 Squadron (Wessex)* puis du *No. 230 Squadron (Puma)*. Le *No. 72 Squadron* sert en Irlande du Nord entre 1969 et 2001, au début des années 1980, il est le plus grand escadron du bataillon d'Armagh. Le *No. 230 Squadron* n'est déployé sur le théâtre nord-irlandais qu'à partir de 1992¹³⁷. Cette mobilité

facilite l'innovation tactique comme la mise en place des *operations boxes* qui consistent à saturer une zone avec des patrouilles au sol, déposées par des hélicoptères.



Illustration 17 : Un hélicoptère Scout au début de l'opération *Banner* à Bressbrook Mill © Ministry of Defence

137 *Idem.*

En cumulant des patrouilles au sol, aériennes et automobiles, les forces britanniques créent les conditions d'une véritable synergie tactique, difficile à contrer¹³⁸. Une perte de contrôle de l'espace aérien aurait eu un sérieux impact sur la conduite des opérations au sol. En effet, le contrôle de l'espace aérien garantit non seulement une importante liberté de mouvement mais aussi la capacité à opérer des mouvements logistiques. La supériorité aérienne donne à l'armée un avantage tactique indéniable. Aussi, les opérations aériennes menées en Irlande du Nord sont souvent perçues comme étant des modèles opérationnels et tactiques face à une activité terroriste¹³⁹.



Illustration 18 : Opération aérienne au-dessus de Fermanagh, 2003 – Source © Ministry of Defence

- L'emploi des capacités électromagnétiques dans la campagne

Dès le début de l'opération *Banner*, l'armée est confrontée à un sérieux problème technique : les radios de combat (*Combat Net Radios*) ne fonctionnent pas en zone urbaine. Or, c'est dans ces zones que la plupart des opérations se déroulent. Des mesures spécifiques pour

138 *Idem.*

139 *Idem.*

ce théâtre d'opération sont prises : des radios *Pye*, *Westminster* et *Storno* ainsi que des petits téléphones de poche sont introduits sur le théâtre. Cependant ces outils sont technologiquement très limités. L'armée comprend rapidement qu'il faut construire des infrastructures pour les télécommunications. Ces infrastructures deviennent extrêmement complexes et sophistiquées avec le temps. L'Irlande du Nord est le premier théâtre d'opération britannique bénéficiant d'une couverture réseau complète, notamment grâce au déploiement de *CougarNet* dans la province au milieu des années 1980. Ce réseau a offert à la plupart des unités britanniques déployées des moyens de communication tactiques solides, fiables et sécurisés¹⁴⁰. Un autre aspect de la lutte électromagnétique est la lutte contre les EEL de la PIRA. Il s'agit pour l'armée de trouver des systèmes permettant de contrer les EEL élaborés par les insurgés. Tout au long des *Troubles*, une véritable course technologique a lieu entre les forces de l'armée régulière et leurs ennemis.

5.3 Effets du retour d'expérience ou de l'adaptation face à un ennemi fluide et évolutif sur l'armée britannique

5.3.1 La conduite du retour d'expérience (RETEX)

Faisant face à un ennemi fluide et extrêmement évolutif, l'armée doit s'adapter en permanence en employant un large panel de moyens. Les forces armées britanniques développent ainsi un processus de retour d'expérience (ou *lessons learned*). La conduite du retour d'expérience se fait en boucle courte avec pour objectif de trouver au plus vite des réponses et des parades aux modes d'action et aux moyens utilisés par les membres de l'organisation terroriste.

140 *Idem.*

La boucle du retour d'expérience englobe un large spectre de domaines et s'effectue en liaison directe avec le théâtre d'opération. Elle prend en compte le renseignement, la recherche scientifique, mais aussi les procédés techniques ou encore le domaine médico-légal. Le retour d'expérience constitue une étape centrale qui permet de développer de nouveaux procédés tactiques et d'élaborer de nouveaux matériels. Grâce à ces rapports dit de RETEX, les forces britanniques perfectionnent leur lutte contre les EEI notamment en créant les premiers brouilleurs, mais également celle contre les *snipers*. Elles optimisent la surveillance de la frontière en travaillant sur les éléments n'ayant pas fonctionné lors d'opérations précédentes.

C'est au travers du processus de RETEX que l'armée se rend compte des dysfonctionnements et des difficultés rencontrées par le modèle de patrouille classique employé sur le théâtre nord-irlandais. En analysant ses erreurs tactiques, elle parvient à un modèle de patrouille mieux adapté au milieu urbain dans lequel elle évolue quotidiennement. Le retour d'expérience permet également de faire évoluer considérablement les procédures de contrôle routier en les rendant peu à peu redoutablement efficaces. Par sa conduite du retour d'expérience, l'armée britannique fait preuve d'une très grande réactivité et parvient à s'adapter à un ennemi mouvant.

5.3.2 L'adaptation du processus de formation de l'armée britannique

L'opération *Banner* a eu un fort impact sur le recrutement et la formation au sein de l'armée britannique. Elle a d'abord un effet négatif sur l'image de l'armée et lui cause des « pertes indirectes » par la chute du recrutement des militaires et des rengagements. Au cours de l'opération, la capacité opérationnelle de l'armée se dégrade en raison de la perte de nombreuses compétences tactiques en matière de guerre de haute-intensité. Mais

l'opération *Banner* a aussi eu un véritable impact positif sur la formation et l'entraînement des militaires.

Les premières unités déployées en moins de 24 heures sur le théâtre nord-irlandais ne bénéficiaient d'aucun entraînement spécifique à ce théâtre d'opération particulier. Cela ne semblait pas problématique à ce stade, puisque pour la grande majorité des officiers britanniques, il était évident que l'intervention militaire en Irlande du Nord ne durerait pas. De ce fait, au début de l'intervention de nombreuses erreurs sont commises par les forces britanniques en raison de l'ethnocentrisme des soldats britanniques.

L'Irlande du Nord est une province culturellement à part, à mi-chemin entre les cultures anglaise et irlandaise. Cette culture « hybride » doit être comprise par les soldats et officiers engagés sur place. Pour ce faire, dès 1972, un *pre-deployment training program* est créé afin que soient donnés des cours sommaires d'anthropologie irlandaise aux soldats et officiers avant leur déploiement dans les rues d'Ulster¹⁴¹.

L'armée britannique fait ainsi preuve d'une très grande réactivité en ouvrant la *Northern Ireland Training Advisory Team* (NITAT) qui met en place le *pre-deployment training program*. Les soldats bénéficient d'une formation de deux mois dans l'une de ces structures, soit dans le sud-est de l'Angleterre à Hythe et Lydd ou en Allemagne à Sennegaler. Ces organismes sont chargés d'entraîner toute unité permanente ou tournante avant son déploiement en Irlande du Nord. Pour compléter cette formation, les forces armées britanniques établissent la *Northern Ireland Reinforcement Training Team* (NIRTT) basée directement sur le territoire nord-irlandais. Le but est de former et d'entraîner les soldats venant juste d'être affectés et n'ayant pas suivi la formation préalable de

141 Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 24.



Illustration 19 : Le Lynx en opération. Source : © Ministry of Defence

deux mois, ainsi que ceux rejoignant les unités tournantes en cours de mandat. La présence à l'une des deux formations, NITAT ou NIRTT, est obligatoire pour chaque soldat et officier en poste en Irlande du Nord¹⁴².

Ces centres de formations participent véritablement au succès de l'armée britannique en Irlande du Nord. Tout d'abord, parce qu'ils répondent à un réel besoin opérationnel. Les officiers et soldats prennent la formation très au sérieux. Parce qu'elle se focalise seulement sur le théâtre nord-irlandais, la formation est précise et de qualité. Les instructeurs, ayant déjà fait leurs preuves sur d'autres théâtres, sont respectés et ajoutent à la crédibilité de cette formation. La plupart d'entre eux ont d'effectué des missions opérationnelles en Irlande du Nord et en connaissent bien le terrain tout comme les enjeux stratégiques et tactiques. Les instructeurs se rendent régulièrement en *Ulster* afin de s'assurer que leurs programmes de formation sont bien à jour et en cohérence avec l'évolution de la

situation opérationnelle. Enfin, si ces centres délivrent surtout une formation générale, ils prennent également en charge la formation plus exigeante des unités spéciales (AOR).

La NITAT et la NIRTT s'assurent que les troupes envoyées sur le théâtre sont correctement entraînées et suffisamment préparées au contexte opérationnel nord-irlandais. La formation avant le déploiement sur le théâtre a sans aucun doute sauvé de nombreuses vies et a permis une bonne adaptation face à l'adversaire.

La NITAT, ensuite remplacée par l'*Operational Training Advisory Group* (OPTAG), reste l'un des succès majeurs de la campagne nord-irlandaise. Elle permet à l'armée de développer des tactiques spécifiques parfaitement adaptées à l'environnement opérationnel nord-irlandais et contribue à leur mise en pratique rapide¹⁴³. Ainsi, les forces britanniques parviennent à déployer un large panel de moyens afin de contrer la PIRA, sans pour autant remporter une victoire nette.

¹⁴² Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner*, op. cit.

¹⁴³ *idem*.

CHAPITRE 6

LA FIN D'UN THÉÂTRE D'OPÉRATION APRÈS 38 ANS D'OPÉRATIONS

6.1 De la « normalisation » de la situation dans les années 1990 à la signature du *Good Friday Agreement*

6.1.1 L'amorce des négociations secrètes : une solution inter-communautaire

Au début des années 1990, la lassitude des populations permet finalement l'amorce de négociations secrètes. Dans un premier temps, internes aux mouvements catholiques, elles sont ensuite étendues aux loyalistes. Entre 1988 et 1998, au regard de l'évolution des événements, l'armée opère un changement de discours. Il s'agit non plus de traiter le conflit nord-irlandais comme un conflit idéologique mais de le percevoir comme un conflit inter-communautaire. L'armée veut donc arriver à une solution « inter-communautaire ». Elle conceptualise alors son nouveau rôle, se voulant force d'imposition de la paix (*Peace enforcement*) impartiale. Une véritable stratégie de communication est déployée autour de cette idée et l'armée prend contact avec les leaders nationalistes.

Certains vont même jusqu'à parler de « kosovisation » de l'Irlande du Nord dans le sens où la doctrine des opérations de soutien de la paix change de conception en matière de sécurité intérieure. Du fait de l'émergence d'un nouveau paradigme lié à la nouvelle guerre

des Balkans, l'Irlande cesse d'être vue comme un cas relevant directement de la politique britannique pour être analysée à la lumière de la guerre du Kosovo. Selon certains chercheurs, le conflit est moins idéologique que soumis à une opposition ethnologique fondamentale qui opposerait une identité gaélique à une identité catholique¹⁴⁴. Ce parallèle avec la guerre kosovare couplé au discours du maintien de la paix « externalise » en quelque sorte l'Irlande du Nord permettant ainsi à l'armée britannique d'aborder la gestion du conflit sous l'angle de la « (re)construction de l'Etat » nord-irlandais. Il s'agit désormais pour les forces britanniques de mener des opérations internes pour la « réconciliation » des communautés locales. Des techniques de négociation utilisées dans d'autres sociétés profondément divisées, notamment en Afrique du Sud et en Bosnie, sont alors appliquées à la province.

Le dialogue est, par ailleurs, renoué entre Londres et Dublin et débouche en 1985 sur l'Accord de Hillsborough. Signé par les deux Premiers ministres britannique et irlandais, Margaret Thatcher et Garret Fitzgerald, cet accord donne pour la première fois à Dublin un droit de regard sur les affaires nord-irlandaises.

Les services de renseignement jouent, une fois encore, un rôle crucial puisqu'ils guident et permettent l'organisation des négociations

144 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure », *art. cit.*, p. 3.

avant le cessez-le-feu¹⁴⁵. Dans les années 1980, les leaders de la PIRA commencent déjà à exprimer leur volonté d'exercer une influence sur le plan politique, laissant paraître une certaine disposition pour l'abandon de la violence¹⁴⁶. Pendant près de dix ans, des discussions secrètes ont lieu, aboutissant parfois à des cessez-le-feu décrétés puis rompus par la suite. Si un processus de paix comprend des négociations officielles et publiques, il est surtout fondé sur la diplomatie secrète comme les importants entretiens qui ont eu lieu entre des personnalités-clé telles que John Hume, président du SDLP (*Social Democratic and Labour Party*)¹⁴⁷ et Gerry Adams, leader emblématique du *Sinn Fein*¹⁴⁸. Le début du processus de paix est souvent associé à ce célèbre dialogue entre Hume et Adams. Après celui-ci, il a suffi seulement d'un an et demi pour aboutir à la déclaration d'un cessez-le-feu, par les républicains le 31 août 1994, puis par les loyalistes le 13 octobre 1994.

Si l'amorce du processus de paix en Ulster surprend par la rapidité avec laquelle les groupes paramilitaires ont conclu la trêve, la route vers la paix n'a pas été sans obstacle. En effet, un nouveau schisme a lieu au sein de l'armée républicaine, certains républicains refusant d'accepter le cessez-le-feu. Des mouvements dissidents jusqu'au-boutistes émergent au milieu des années 1990, comme la *Real IRA* (RIRA) et la *Continuity IRA* (CIRA). Ils représentent alors une menace extrêmement

sérieuse, devenant réellement problématiques dans le cadre des négociations de paix. Les dissidents républicains sont notamment responsables de l'attentat à la bombe d'Omagh le 16 août 1998, au cours duquel 28 civils sont tués. Du côté des loyalistes, des marches sont régulièrement organisées provoquant un désordre public tel qu'il nécessite des déploiements armés importants. La marche la plus emblématique de ce point de vue est celle de Dumcree, au cours de laquelle l'armée est déployée dans le cadre de missions de maintien de la paix. En 1998, 19 bataillons sont encore engagés¹⁴⁹.

Néanmoins, ces branches terroristes ne parviennent pas à empêcher le processus de paix de se poursuivre si bien qu'une avancée vers une « normalisation » de la situation devient largement perceptible dans la province. Les missions de l'armée passent graduellement de la contre-insurrection au maintien de la paix, dans un environnement de moins en moins hostile. Ainsi, on passe peu à peu d'une logique de guerre à une logique de paix.

6.1.2 Une voie politique possible : la signature du *Good Friday Agreement*

Après dix ans de négociations secrètes, une voie politique de sortie du conflit s'ouvre finalement avec la signature du *Good Friday Agreement* (Accord du Vendredi Saint) le 10 avril 1998¹⁵⁰. Il entérine la partition et soumet l'avenir de la province au vote de la majorité des électeurs. Il est décidé que l'Irlande du Nord reste au sein du Royaume-Uni. Dublin doit alors réviser sa Constitution et renoncer à ses revendications territoriales sur l'Irlande du Nord¹⁵¹. Soumis au référendum, le 22 mai 1998, à la fois en Ulster

145 General Dynamics UK Research Foundation, *Capturing the Lessons of Northern Ireland, op.cit.*, p. 4.

146 Karin Renon, « Sortir de la violence en Irlande du Nord, Un nouveau paradigme de la violence », *Culture et Conflits*, n° 29-30, automne-hiver 1998, p. 291-305.

147 Parti catholique républicain modéré.

148 En 1983, Gerry Adams devient député pour la circonscription de West Belfast. Mais il refuse de siéger au Parlement de Westminster parce qu'il lui faudrait alors prêter allégeance à la Reine. Dès 1988, il participe pourtant aux premières négociations secrètes avec John Hume. Dix ans plus tard, il reçoit le prix Nobel de la paix aux côtés du nationaliste protestant David Trimble, après la signature de l'accord de paix.

149 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner, op. cit.*

150 Il est également connu sous le nom d'accord de Belfast (*Belfast Agreement*).

151 Articles n°2 et 3 de la Constitution de la République d'Irlande.



Illustration 20 : La signature du *Good Friday Agreement* par le premier ministre britannique Tony Blair et le Taoiseach irlandais Bertie Ahern. Source : © BBC History

et en République d'Irlande, cet accord entre les gouvernements britannique et irlandais est approuvé par 94,39 % des Irlandais du Sud et par 71,12 % des Irlandais du Nord. Il prévoit « le dépôt de toutes les armes paramilitaires dans les deux ans suivant l'approbation de l'accord dans sa totalité »¹⁵².

Le *Good Friday Agreement* est articulé en trois volets principaux.

Le premier, purement interne à la province d'Ulster, vise à la mise en place d'institutions démocratiques. Il propose notamment la création d'un organe exécutif ainsi que d'une assemblée législative de 108 membres élus à la proportionnelle sur la base d'un partage communautaire des fonctions. Le gouvernement semi-autonome, composé de dix ministres, est responsable de l'administration de la province sauf pour ce qui concerne la justice, la police, la défense et les affaires étrangères¹⁵³.

152 Pascale Joannin (dir.), *Irlande du Nord : un accord historique, une mise en oeuvre problématique*, Centre de recherches et d'études sur l'Europe, Fondation Robert Schuman, synthèse n°83, 24 mars 2003.

153 Domaines qui restent sous autorité britannique.

Le second volet concerne l'élaboration d'un axe institutionnel pan-irlandais par la création d'un Conseil ministériel transfrontalier¹⁵⁴, en charge du développement de la consultation, de la coopération et de l'action sur l'île d'Irlande entre la province d'Ulster et le Sud, notamment au niveau économique¹⁵⁵.

Le troisième et dernier volet de l'accord prévoit la création d'un Conseil des Iles et d'une Conférence intergouvernementale irlandano-britannique rassemblant les représentants des gouvernements britannique et irlandais ainsi que des institutions déléguées d'Irlande du Nord, du pays de Galles et d'Écosse. Ce volet, novateur, intègre la perspective d'un changement constitutionnel plus important, comme une possible décentralisation des pouvoirs de Londres vers les nations périphériques (Écosse et pays de Galles). La majorité des unionistes sont séduits par l'idée d'une nouvelle union fondée sur un « principe d'unité dans la diversité »¹⁵⁶.

154 Il comprend les membres de l'assemblée d'Irlande du Nord, le Premier ministre et le vice Premier ministre de la province ainsi que des membres du gouvernement de République d'Irlande, notamment le Taoiseach (Premier ministre irlandais).

155 Pascale Joannin (dir.), *Irlande du Nord : un accord historique, op. cit.*

156 *Idem.*

Enfin, dans le but de stopper les violences endémiques, le *Good Friday Agreement* affirme la nécessité d'un traitement non-discriminatoire dans toutes les tâches politiques quotidiennes. De la même manière, chacun des habitants de la province est libre de choisir sa nationalité (britannique ou irlandaise) ou de faire le choix de la double-nationalité. Aussi, pour poser les bases de la réconciliation, l'accord reconnaît le statut des victimes de la violence en créant notamment une Commission des victimes nord-irlandaises. Ce texte constitue une avancée majeure et permet de poser les fondements de la réconciliation en Irlande du Nord. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que le seul traité de paix ne suffit pas pour assurer une paix durable.



Illustration 21 : Caricature de Steve O'Brien, représentant la réalité du processus de paix après la signature du *Good Friday Agreement*.
Source : © *The Economist*, 3 avril 2008

6.2 Vers une paix stable et durable ?

6.2.1 Le désengagement des troupes britanniques d'Irlande du Nord en 2007

Après la signature du *Good Friday Agreement*, l'organisation du retrait effectif des troupes s'effectue peu à peu. Le 9 mai 2000, l'armée

britannique annonce la fermeture de six sites militaires en Irlande du Nord. Son objectif est de ramener à 8 000 le nombre de soldats présents sur place (alors qu'ils sont encore 14 000 déployés sur le théâtre)¹⁵⁷.

En 2005, les effectifs militaires sont revenus à ce qu'ils étaient avant les *Troubles* et depuis l'été 2007, l'armée n'a plus aucun rôle en matière de maintien de l'ordre. Après trente-huit ans, l'opération *Banner* prend fin officiellement le 1^{er} août 2007. Les opérations de sécurité sont désormais assurées par la police nord-irlandaise qui a l'obligation de recruter un catholique pour un policier protestant.

Selon l'historien Martin Van Creveld, l'armée britannique a remporté en Irlande du Nord un succès unique contre une force irrégulière. Il module toutefois son analyse en expliquant que les choix politiques ont été décisifs autrement dit que l'armée, seule, n'a pas réussi à gagner la guerre¹⁵⁸.

6.2.2 La situation actuelle de la province

Aujourd'hui, grâce aux aides régionales pour le développement fournies par l'Union Européenne, l'Irlande du Nord est devenue un endroit plus sûr et prospère. Les conditions sociales sont meilleures, le marché de l'emploi est raisonnablement florissant et les manifestations de masse pour les droits civiques ne sont plus qu'un souvenir. La situation économique, sociale, politique dans laquelle les *Troubles* ont éclaté s'est améliorée et les perspectives d'avenir en Irlande du Nord semblent bien meilleures¹⁵⁹.

157 Catherine Gouëset, « Chronologie de l'Irlande du Nord [1175-2011] », *L'Express*, 08 avril 2011. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/chronologie-de-l-irlande-du-nord-1175-2011_497629.html

158 Cité par Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *art. cit.*, p. 17.

159 Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner, op. cit.*



Illustration 22 : Le *Peace Wall* séparant les quartiers de The Falls et de Shankill Road à Belfast. Source © Marine Lainé 2011-2012.

Néanmoins, la pérennité de la paix en Irlande du Nord n'est pas garantie. Tout d'abord, parce que le *Good Friday Agreement* constitue seulement un accord (*agreement*) et n'est pas une véritable traité (*treaty*). De la même manière les institutions politiques développées par l'Accord sont fragiles, elles sont le reflet de la méfiance qui demeure entre les deux communautés qui ne sont, en réalité, que très rarement en contact. Toujours séparés par un mur, appelé paradoxalement le *Peace Wall*, les quartiers de Shankill et de *The Falls* à Belfast vivent complètement coupés l'un de l'autre. La société nord-irlandaise est toujours marquée par une ségrégation qui reste fortement polarisée. En dépit des aides allouées par l'Union Européenne et par le Royaume-Uni pour reconstruire une économie sinistrée, le contentieux historique peine à se faire oublier. Un ré-embrasement de la province est toujours craint car des groupuscules paramilitaires comme la RIRA et la CIRA instrumentalisent la jeunesse des quartiers défavorisés en proie à une forte misère sociale. Aussi, chaque été, au mois de juillet lors de la période marquée par les défilés orangistes, la situation en Ulster est particulièrement tendue. Le récent retrait de l'*Union Jack* du *City Hall* de Belfast montre

également qu'il en faut peu pour voir poindre un regain de violence. Ainsi, il semble difficile de parler de règlement définitif du conflit, en ce sens où il n'y a toujours pas de réel consensus politique quant à l'avenir de l'Irlande du Nord.

Selon Aaron Edward, *Senior Lecturer RMA (Royal Military Academy)* à Sandhurst, la paix réelle ne peut s'établir que lorsqu'elle est accompagnée de justice sociale et d'absence de griefs entre les deux communautés. Pour lui, le conflit est toujours sous-jacent même si la résurgence de nouveaux *Troubles* semble peu probable dans un futur proche. Il explique, toutefois, que pour écarter durablement le risque d'un retour à la violence, des preuves plus tangibles de réconciliation entre les deux communautés doivent être données¹⁶⁰. Si de nombreuses difficultés persistent, il ne faut néanmoins pas sous-estimer l'importance du *Good Friday Agreement* qui semble être la meilleure chance de retour à une paix durable en Irlande du Nord depuis 85 ans¹⁶¹.

¹⁶⁰ Entretien avec Aaron Edwards (*Senior Lecturer RMA Sandhurst*), le 15 avril 2014.

¹⁶¹ Pascale Joannin (dir.), *Irlande du Nord : un accord historique, op. cit.*

CONCLUSION

Cette étude laisse entrevoir le double paradoxe de l'histoire de l'armée britannique dans son rapport à la sécurité intérieure. Lors de l'opération *Banner*, elle oscille entre une approche officielle visant à minimiser le rôle de l'armée dans la sécurité intérieure alors que se développent en Irlande du Nord une doctrine et des méthodes d'intervention qui rompent avec ce modèle officiel. En effet, l'armée n'a pas été simplement une force « d'appui derrière la RUC », supplétive et entièrement dans les mains du pouvoir civil. En l'absence de forces spécialisées dans le maintien de l'ordre public, l'armée a ainsi été en première ligne sur le théâtre nord-irlandais.

Si l'armée britannique apparaît mal préparée au début de l'intervention, elle a su s'adapter à un ennemi fluide, évolutif et extrêmement inventif tant au niveau stratégique qu'au niveau tactique. Dès l'année 1972, la plus violente des *Troubles*, l'armée britannique a cherché à mettre en place une stratégie militaire efficace. Elle a ainsi développé des méthodes de contre-insurrection (*counterinsurgency*), qu'elle a ensuite intégrées et normalisées. Nombre de ces méthodes font aujourd'hui l'objet d'un transfert d'expérience, par exemple en Irak.

L'armée britannique cherche régulièrement à exporter ce modèle en démontrant que les forces armées engagées sur le théâtre irlandais ont su développer une collaboration efficace avec toutes les forces de sécurité et ont ainsi remporté en Irlande du Nord un succès unique contre une force irrégulière.

Les Britanniques n'ont eu de cesse de rechercher discrètement d'autres modèles, par exemple, celui d'une troisième force du type police/armée¹⁶². Cependant, après plus de 38 ans de conflit, la véritable solution pour sortir de la crise a été la voie politique. Si l'opération *Banner* est considérée, à juste titre, comme l'opération moderne la plus proche de ce qui est défini aujourd'hui comme le *Contemporary Operating Environment*, et peut en ce sens en constituer un point de référence, l'armée n'a pas « gagné » la guerre en Irlande du Nord. En maintenant un niveau acceptable de violence en Irlande du Nord, elle a joué un rôle déterminant pour favoriser l'émergence d'une solution politique.

162 Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure », art. cit., p. 4.

ANNEXES :

LES ENSEIGNEMENTS DE L'OPÉRATION BANNER¹⁶³

Au bilan, 691 soldats ont été tués par la PIRA (dont 197 UDR) et 6 par les loyalistes protestants. Un quart de ces pertes sont survenues lors d'attaques hors service. De leur côté, les militaires ont abattus 121 membres de la PIRA, 10 loyalistes et 170 civils. La PIRA a tué 1 457 civils dont, par règlements de compte, 162 autres « républicains » (plus que l'armée elle-même) et 28 loyalistes. Ces derniers ont tué 1 071 civils.

Enseignements

- Même dans un régime démocratique, une partie de la population peut se sentir exclue et ne percevoir aucun espoir dans le processus politique. Cette frustration renvoie à d'autres formes d'expression de plus en plus violentes si aucun problème de fond n'est résolu.
- En Irlande du Nord, il a suffi de deux ans pour passer d'une situation de violences sporadiques et inorganisées à une guérilla urbaine. Les causes de cette montée aux extrêmes résident dans les affrontements inter-communautaires, la perte de légitimité d'une police, détestée par une communauté en colère¹⁶⁴.
- Inversement, l'armée britannique, professionnalisée depuis huit ans, a donné une image de discipline, d'impartialité et de maîtrise de la force. Son engagement a semblé susceptible d'apaiser les tensions.
- Les soldats britanniques ont dû se contenter de s'interposer entre les communautés. Ils ont ainsi contribué à la formation de zones de « non droit » dans lesquelles les organisations extrémistes ont prospéré. Comme aucune volonté politique n'est venue soutenir leur action, ils sont devenus à leur tour la cible des violences.
- Une intervention militaire dans une opération de sécurité intérieure ne peut se faire qu'avec des compétences adéquates, soit acquises en propre, soit obtenues par la coopération avec les forces de police. Elle doit être accompagnée de décisions politiques sous peine d'augmenter les tensions après les avoir diminués un temps. Le cas nord-irlandais démontre, en effet, la nécessité de mener une action légale dans le but de légitimer celle-ci au niveau interne et international. Dans ce contexte, la nature des relations entre l'armée agissant en soutien et la police est cruciale. Le respect du cadre légal de l'intervention permet d'établir les bases d'une négociation avec l'adversaire et de légitimer l'action aux plans national et international.

163 Voir la *Lettre du Retex n°3*, 3 octobre 2013.

164 Affrontements inconnus en France à cette échelle mais que l'on ne peut exclure dans le futur tant la situation décrite est proche de celle des banlieues françaises.

- Face à une guérilla urbaine devenue extrêmement dure, la victoire militaire est vite apparue comme impossible tant que les terroristes bénéficiaient d'un soutien d'une partie importante de la population. Pour parvenir à simplement « maintenir la violence à un niveau acceptable » dans une population de 700 000 habitants, il a fallu déployer un militaire ou un policier pour trois catholiques en âge de combattre, de passer par des tâtonnements meurtriers, d'accepter de perdre l'équivalent d'une brigade par pertes directes ou indirectes (chute du recrutement et des rengagements), de subir une dégradation de l'image de l'armée. Enfin, l'armée a perdu de nombreuses compétences tactiques en matière de guerre de haute-intensité.
- Finalement, le bénéfice principal de l'armée britannique lors de ce conflit est l'acquisition d'un capital de compétences qui lui a permis de s'adapter mieux que les autres pays impliqués dans la guerre au milieu des populations en Irak et en Afghanistan. Aujourd'hui les enseignements tirés de cette campagne militaire sont fréquemment réutilisés, notamment par l'armée américaine.

BIBLIOGRAPHIE

Documents officiels

Ministry of Defence, *Army Code 71842, Operation Banner. An Analysis of Military Operations in Northern Ireland*, Londres, prepared under the direction of the Chief of General Staff, juillet 2006.

Ministry of Defence, *Army Code 71749, Army Field Manual*, volume 1 Combined Arms Operations, Part 10-Counterinsurgency operations, p.B-2-4-13

Constitution de la République d'Irlande.

Ouvrages

Brian Barton, *A Pocket History of Ulster*, Dublin, The O'Brien Press, 1996.

Patrick Bishop P., Eamonn Mallie, *The Provisional IRA*, University of Michigan, Heinemann, 1987.

Paul Brennan, *The conflict in Northern Ireland*, Longman University, 2005.

Christian Casteran, *Guerre civile en Irlande*, Paris, Mercure de France, 1970.

Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières*, Paris, Gallimard, 2008.

Michael Dewar, *The British Army in Northern Ireland*, Arms and Armour, (1985), 1996.

Eric Denécé, *Forces spéciales. L'avenir de la guerre ?*, Paris, Le Rocher, 2002.

James C. Dingley, *The IRA: The Irish Republican Army, PSI Guides to Terrorists, Insurgents, and Armed Groups*, Praeger, 2012.

James C. Dingley, *Combating Terrorism in Northern Ireland*, Routledge, 1998.

Aaron Edwards, *The Northern Ireland Troubles, Operation Banner 1969-2007*, Osprey Publishing, 2011.

David Galula, *Counterinsurgency. Theory and practice*, New York, Praeger Security International, 1964. Trad. Philippe de Montennon, *Contre-insurrection. Théories et Pratiques*, Paris Economica, 2008.

Andrew Garfield, *Succeeding in Phase IV: British perspective on the U.S. Effort to Stabilize and Reconstruct Iraq*, Foreign Policy Research Institute, September 2006.

Jean Guiffan, *La question d'Irlande*, volume 1, Bruxelles, Editions Complexe, 2006.

Desmond Hamill, *A Pig in the Middle: The British Army in Northern Ireland*, London, Methuen, 1985.

Franck Kitson, *Low Intensity Operations. Subversion, Insurgency, Peace-Keeping*, London, Faber & Faber, 1971.

Ed Moloney, *A Secret History of the IRA*, Penguin Books, 2002.

Marc Mulholland, *The Longest War. Northern Ireland's troubled history*, Oxford University Press, 2002.

John Nagl, *Learning to Eat a Soup with a knife. Counterinsurgency lessons from Malaya and Vietnam*, Westport, CT, The University of Chicago Press, 2005.

John Newsinger, *British Counterinsurgency. From Palestine to Northern Ireland*, Basingstoke, Palgrave, 2002.

Brendan O'Brien, *The Long War. The IRA and Sinn Fein*, Dublin, O'Brien Press, 1999.

Niall Ó Dochartaigh, *From Civil Rights to Armalites: Derry and the Birth of the Irish Troubles*, Cork University Press, 1997.

Peter Taylor, *Provos, the IRA and Sinn Fein*, Bloomsbury publishing, 1997.

Roger Trinquier, *La Guerre moderne*, Paris, Economica, [1960], 2008.

Nick Van Der Bilj, *Operation Banner, the British Army in Northern Ireland 1969-2007*, Pen and Swords military, 2007.

Carl von Clausewitz, traduction Laurent Muriawec, *De la Guerre*, Paris, Perrin, 2006.

Ken Wharton, *A Long Long War, Voices from the British Army in Northern Ireland, 1969-1998*, Helion Pub, reprint edition 2010.

Articles de revues et périodiques

Huw Bennett, "From Direct Rule to Motorman: Adjusting British Military Strategy for Northern Ireland in 1972", *Studies in Conflict & Terrorism*, 2010, vol. 33, Issue 6, p. 511-532.

Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, Andy Smith, « Participation des militaires à la sécurité intérieure : Royaume-Uni, Irlande du Nord », *Culture et Conflits*, 56, Hiver 2004, p.11-34.

Didier Bigo, Emmanuel-Pierre Guittet, "Northern Ireland as metaphor : exception, suspicion and radicalization in the 'war on terror'", *Security Dialogue*, December 2011, 42, n°6, p. 483-498.

James Campbell (Lcl), "French Algeria and British Northern Ireland: Legitimacy and the Rule of Law in Low-Intensity Conflict", *Military Review*, March-April, 2005, p. 2-5.

Richard Deutsch, « Ulster : Une guerre de religions ? », *Cités*, n°14, 2003, p. 79-89.

Brice Dickson, *Counter-Insurgency and Human Rights in Northern Ireland*, School of Law, Queen's University Belfast, Taylor & Francis, 2009.

Paul Dixon, "Hearts and Minds"? British counter-insurgency strategy in Northern Ireland, *The Journal of Strategic Studies*, Special issue: "Hearts and Minds", British counter-insurgency from Malaya to Irak. June 2009, vol. 32, n°3.

Aaron Edwards, "Misapplying Lessons Learned? Analysing the Utility of British Counter-insurgency Strategy in Northern Ireland, 1971-1976", *Small wars & Insurgencies*, 21, n°2, June 2010, p. 303-330.

Aaron Edwards, "Deterrence, Coercion and Brute Force in Asymmetric Conflict: The Role of the Military Instrument in Resolving the Northern Ireland Troubles", *Dynamics of Asymmetric Conflict: Pathways toward terrorism and genocide*, 2011, p. 226-241.

Aaron Edwards, "'A Whipping Boy If Ever was One?' The British Army and the Politics of Civil-Military Relations in Northern Ireland, 1969-1979", *Contemporary British History*, June 2014.

Estelle Epinoux, « Les murs de la paix en Irlande du Nord », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°201, 2001, p. 23-33.

Elise Féron, « La représentation médiatique du phénomène terroriste : quelques enseignements du cas nord-irlandais », *L'esprit du temps*, Topique, n°83, 2003, p. 135-147.

General Dynamics UK Research Foundation, *Capturing the Lessons of Northern Ireland*, Reading University, 30 janvier 2013.

Christophe Gillissen, *Une relation unique, les relations irlandaises-britanniques de 1921 à 2001*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2005.

Brian Jackson, "Counterinsurgency Intelligence in a 'Long War': The British experience in Northern Ireland", *Military Review*, January-February, 2007, p.74-84.

Pascale Joannin (dir.), *Irlande du Nord : un accord historique, une mise en oeuvre problématique*, Centre de recherches et d'études sur l'Europe, Fondation Robert Schuman, synthèse n°83, 24 mars 2003.

Michael Kirk-Smith, James Dingley, "Countering terrorism in Northern Ireland: the role of Intelligence" *Small wars and Insurgencies*, September-December 2009, n°3 et 4, vol. 20.

Martin J. McCleery, "Debunking the Myths of Operation Demetrius: The introduction of internment in Northern Ireland in 1971", *Irish Political Studies*, 27, n°3, January 2012 24 th., p.411-430.

Conor O'Neil, "Terrorism, Insurgency and the Military Response from South Armagh to Falluja", *The RUSI Journal*, October 2004, volume 152, n°4, p. 22-25.

Henry Patterson, "The Provisional IRA, the Irish border, and Anglo-Irish relations during the Troubles", School of Criminology, *Politics and Social Policy*, University of Ulster, Taylor & Francis, 2013.

Karin Renon, « Sortir de la violence en Irlande du Nord (partie 2), Un nouveau paradigme de la violence », *Culture et Conflits*, n°29-30, automne-hiver 1998, p. 291-305.

Yacine Hichem Tekfa, « Le Processus de paix en Irlande du Nord: un paradigme de la Gestion civile des crises en Europe », *Géostratégiques* n°20. Les crises en Europe, juillet 2008.

Elie Tenenbaum, « De l'IRA à l'IRAK : transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique », *Les thématiques du C2SD*, SGA, Ministère de la Défense, thématique n°18, janvier 2009, p. 1-54.

Christopher Tuck, "Northern Ireland and the British Approach to Counter-insurgency", *Defense and Security Analysis*, volume 23, n°2, June 2007, p.165-183.

Articles de presse

Agence Reuters, "Northern Ireland to Iraq. Learn from us", *Reuters*, July 2008, 6th.

Owen Bowcott, Richard Norton Taylor, "Army learned lessons from Northern Ireland", *The Guardian*, July 2007, 31th.

Catherine Gouëset, « Chronologie de l'Irlande du Nord (1175-2011) », *L'Express*, 8 avril 2011.

David McKittrick, "The lessons Northern Ireland holds for Iraq", *The Independent*, August 2007, 1st.

Ed Moloney, "Resisting Occupation: From Northern Ireland to Iraq", *Democracy Now*, www.democracynow.org, December 2003, 19th.

Matthew Teague, "Double Blind. The untold story of how British Intelligence infiltrated and undermined the IRA", *The Atlantic Monthly*, April 2006.

Entretiens

Entretien avec l'officier de liaison britannique au CDEF, le 13 février 2014

Entretien avec Aaron Edwards (Senior Lecturer *Royal Military Academy Sandhurst*), le 15 avril 2014.

Directeur de la publication : Général Jean-Jacques TOUTOUS

CDEF - 1 place Joffre - Case 53 - 75700 PARIS SP 07

Téléphone du secrétariat : 01 44 42 51 02. Fax du secrétariat : 01 44 42 81 29

Rédacteur en chef : Colonel ESNAULT, sous la direction du Colonel GOYA

PNIA : 821 753 81 53 - ☎ : 01 44 42 81 53

Auteur : Marine LAINÉ Chercheur-stagiaire au Centre de Doctrine d'emploi des Forces en 2013

Editeur rédactionnel : Capitaine Gwénaëlle DENONIN-LHUILE

Infographie : (Couverture) : Nanci FAUQUET/CDEF /COM

Maquettage : Christine VILLEY/CDEF /DAD/PUB

Impression - routage : EDIACA - 76, rue de la Talaudière - BP 80 508 - 42007 ST-ÉTIENNE Cedex 01

Téléphone : 04 77 95 33 21 ou 04 77 95 33 25

Tirage : 2168 exemplaires

Diffusion : CDEF /DAD/PUB Téléphone : 01 44 42 43 18

Dépôt légal : ISSN de la collection Cahier du RETEX

ISBN du volume - Février 2015

Version impression 978 - 2 - 11 - 138911 - 3

Version électronique 978 - 2 - 11 - 138910 - 6

La version électronique de ce document est en ligne sur les sites Intradef et Internet du CDEF à l'adresse <http://www.cdef.defense.gouv.fr>.



CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES
DIVISION RECHERCHE ET RETOUR D'EXPERIENCE
1, place Joffre - Case 53 - 75700 PARIS SP 07
www.cdef.terre.defense.gouv.fr